



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique N° 145 – 4^{ème} trimestre 2010

Sommaire

Synthèse	3
1- Le contexte international et national	4
2- La conjoncture du troisième trimestre à la Martinique	4
Annexes statistiques	8
Note méthodologique	9
Les secteurs d'activité	10
Vue d'ensemble des secteurs	11
Agriculture et élevage	12
Le secteur agroalimentaire	15
Les autres industries	17
Le secteur du bâtiment et des travaux publics	19
Le secteur du commerce	21
Le secteur des services aux entreprises	23
Le secteur de l'hôtellerie et du tourisme	24
Les entreprises	26
L'investissement des entreprises	27
Les conditions de financement offertes aux entreprises	27
La vulnérabilité des entreprises	28
Dernières données chiffrées	28
Les ménages	30
La consommation des ménages	31
L'investissement des ménages	31
La vulnérabilité des ménages	32
Dernières données chiffrées	32
Sélection d'indicateurs macroéconomiques	34
Le marché de l'emploi	35
L'inflation	35
Le commerce extérieur	35
Dernières données chiffrées	36
Liste des publications	37

Synthèse

1- Conjoncture internationale et nationale du 4^e trimestre 2010

Une reprise de l'économie mondiale toujours hésitante

Au quatrième trimestre 2010, l'économie mondiale a continué à se redresser mais plus lentement qu'au cours du premier semestre. Dans les économies avancées, le rythme de la croissance a été moins rapide qu'en début d'année et les hausses de prix sont restées modérées ; la progression de l'activité est toujours forte dans les économies émergentes, malgré une décélération au dernier trimestre, mais les poussées inflationnistes se sont accentuées.

Le PIB des États-Unis a progressé de 3,2% en rythme annualisé¹ au cours du quatrième trimestre 2010, après +2,6%² au troisième trimestre 2010. Ce trimestre a été marqué par une reprise de la demande intérieure et la poursuite de l'atténuation du déficit commercial imputable à une hausse des exportations et à un fléchissement des importations. Le taux de chômage a très légèrement diminué pour atteindre 9,4% de la population active en décembre. Porté par la hausse des coûts de l'énergie, la hausse des prix a progressé pour s'établir à 1,5% en décembre sur un an. La Réserve Fédérale a maintenu ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25%.

Au Japon, la fin des programmes de soutien à la consommation et la baisse des dépenses d'investissement public ont entraîné une baisse du PIB de 0,3% durant le quatrième trimestre, après +0,8% au troisième trimestre. Les exportations sont touchées par la flambée du yen. La Banque du Japon a maintenu ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,1%.

Dans les pays émergents, la croissance de l'activité économique est restée soutenue mais les prix ont continué à augmenter sous l'effet des hausses des prix des produits alimentaires et des matières premières. En Chine, le PIB, porté par l'investissement, a progressé de 9,8% en volume³ en rythme annualisé au quatrième trimestre.

La croissance dans la zone euro reste modérée : le PIB s'est accru de 0,3% au quatrième trimestre, comme au troisième trimestre 2010. La hausse des prix à la consommation dans la zone euro a continué de progresser : + 2,2% fin décembre 2010 (en glissement annuel) contre 0,9% un an auparavant. Le taux de chômage dans la zone atteint 10,0% en décembre 2010, soit une légère baisse par rapport à septembre (10,1%). La BCE a maintenu inchangé son taux d'intérêt des opérations principales de refinancement à 1%.

En France, le PIB a progressé de 0,3 % au quatrième trimestre 2010, soit pour l'ensemble de l'année une croissance de 1,5 %, après une chute de 2,5 % en 2009. La consommation des ménages s'est accélérée (+0,9% contre 0,5% au troisième trimestre) et l'investissement des entreprises est reparti après le ralentissement du troisième trimestre (+0,6% contre +0,4% au trimestre précédent). L'amélioration du solde commercial a contribué positivement à la croissance (+0,5 point). L'indice des prix à la consommation a progressé de 0,5 % en décembre, tiré essentiellement par les prix des produits pétroliers et par la hausse saisonnière des prix des services et des produits frais ; sa progression en glissement annuel s'établit à 1,8%. Malgré une légère hausse de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles (+0,2%), le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 0,4% sur le trimestre.

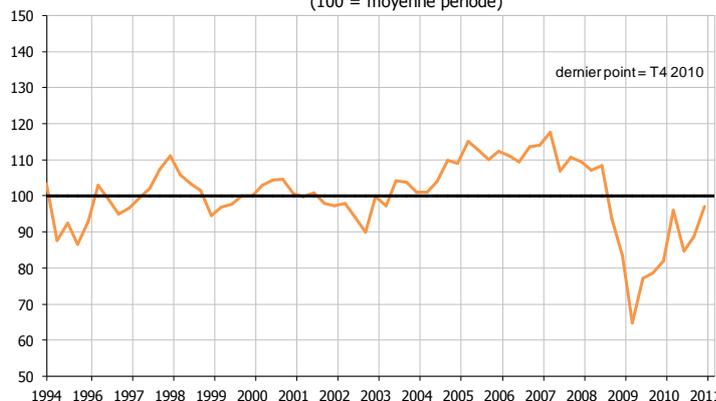
2- La conjoncture économique à la Martinique

Le climat des affaires se redresse⁴.

Au quatrième trimestre 2010, l'indicateur du climat des affaires (ICA) confirme la remontée amorcée au trimestre précédent. En hausse de 8,4 points sur le trimestre et de +15,1 points sur un an, il se rapproche de sa moyenne de longue période.

Cette amélioration est largement due à de meilleures anticipations et peut être rapprochée du retour progressif de la confiance chez les agents économiques. Le nombre de demandeurs d'emploi décroît et la stabilité des prix sur le trimestre a favorisé la reprise de la consommation des ménages. De même, les intentions d'investissement sont moins dégradées que les trimestres précédents.

Indicateur du climat des affaires à la Martinique
(100 = moyenne période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

¹ Soit +0,8% par rapport au trimestre précédent.

² Soit +0,6% par rapport au trimestre précédent.

³ Soit 2,4% par rapport au trimestre précédent

⁴ Achevé de rédiger le 28 février 2011.

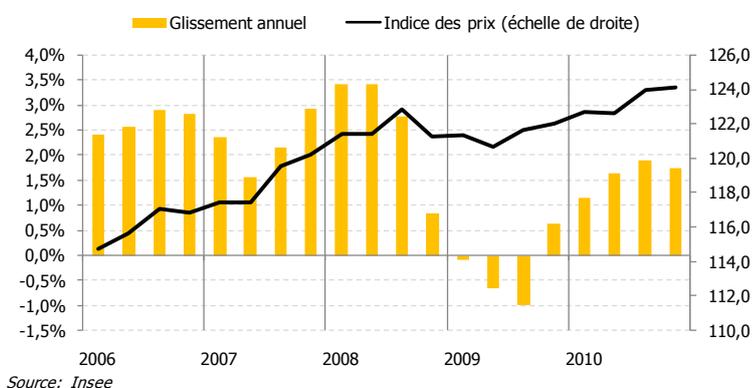
Seul le secteur du tourisme a bénéficié d'une hausse de son activité, les autres secteurs faisant plutôt état d'une stabilisation ou d'une moindre dégradation. Les perspectives à court terme sont en général mieux orientées, notamment pour le BTP et les services aux entreprises.

Une hausse des prix contenue

L'indice des prix à la consommation enregistre une hausse de 0,1 % sur le trimestre contre 1,1 % au troisième trimestre. Cette stabilisation en dépit du renchérissement des prix de l'énergie (+2,6 %) provient de la baisse des prix des produits manufacturés (-0,8 %) et de la faible progression des prix de l'alimentation et des services (+0,2 % pour ces deux postes).

Le glissement annuel atteint +1,7 %, porté par l'augmentation des prix de l'énergie (+12,5 %) et, dans une moindre mesure, par celle des services (+1,7 %). La hausse est du même ordre que celle de la France entière (+1,8 %) mais inférieure à celles de la Guadeloupe (+3,3 %) et de La Réunion (+2,2 %).

Evolution de l'indice des prix à la consommation

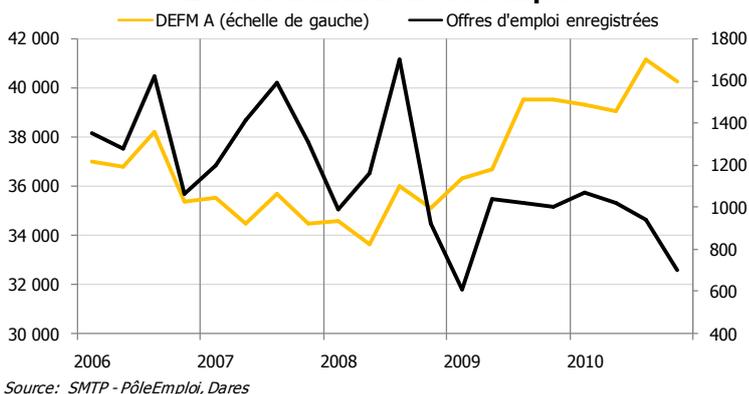


Des tensions persistantes sur le marché de l'emploi malgré une amélioration en fin d'année

La détérioration de l'emploi connaît une accalmie. Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A (DEFM A) se replie de 2,2 % par rapport à fin septembre 2010. Avec 40 272 DEFM A, l'indicateur de chômage s'établit à 24,4 % enregistrant une diminution de 0,5 point sur trois mois. Parallèlement, le nombre de bénéficiaires des allocations de Pôle emploi est en baisse de 0,9 % sur le trimestre.

Toutefois, l'amélioration du climat économique n'a pas permis de générer de nouveaux emplois. Les offres d'emploi enregistrées sont en diminution de 25,0 % par rapport au troisième trimestre 2010.

Evolution du marché de l'emploi

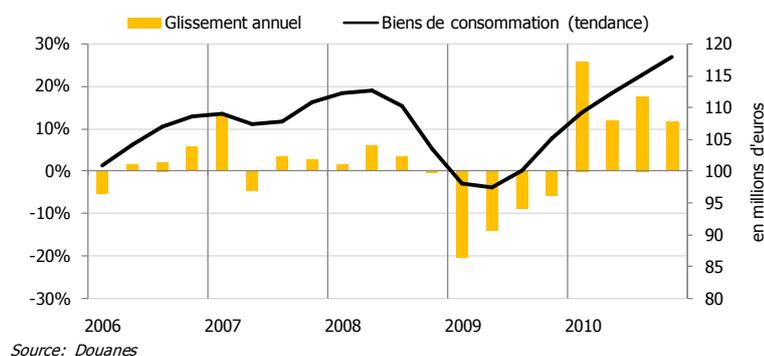


Sur un an, le nombre de DEFM A augmente de 1,9 % tandis que le nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage est en baisse de 0,8 %. Parallèlement le nombre d'offres d'emploi enregistrées sur l'année diminue de 1,0 %.

Bonne tenue de la consommation des ménages, mais une situation financière fragile

La consommation des ménages est restée bien orientée au quatrième trimestre. Le chiffre d'affaires de la grande distribution bénéficie d'une orientation favorable (+16,2 % en données cvs par rapport au trimestre précédent). Les importations de biens de consommation sont stables (-0,6 % en données cvs) après une croissance de 6,7 % au troisième trimestre. Dans le détail, les importations des biens d'équipement du foyer et des biens du segment « habillement et cuir » se sont montrées dynamiques, respectivement à +24,2 % et +4,4 %.

Evolution des importations de l'industrie des biens de consommation



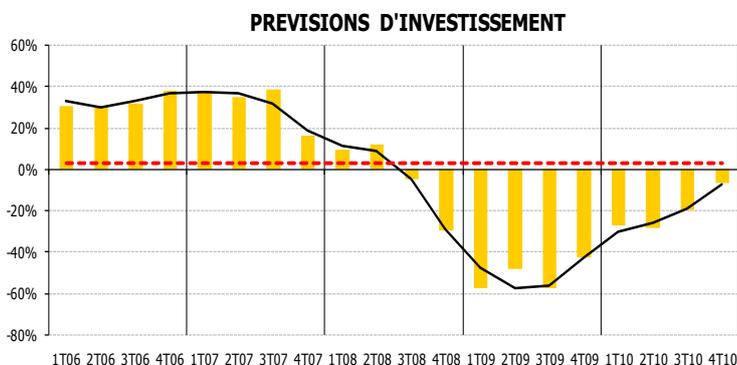
Les commerçants interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture font état d'une amélioration de leur courant d'affaires stimulé par les fêtes de fin d'année⁵.

Toutefois, l'analyse des indicateurs de vulnérabilité des ménages révèle une situation financière des ménages toujours fragile. Le nombre de retrait de cartes bancaires continue de progresser (+3,1 % sur le trimestre, +16,2 % sur un an) ainsi que le nombre de dépôts de dossiers de surendettement (+13,2 % sur le trimestre⁶, +26,3% sur un an).

Quelques signes de reprise de l'investissement

Les prévisions d'investissement enregistrées dans le cadre de l'enquête de conjoncture s'avèrent moins défavorables, en lien avec les besoins de renouvellement des équipements des entreprises.

A l'exception des activités du commerce et du BTP, les intentions d'investissement de l'ensemble des secteurs sont revues à la hausse et, pour la première fois depuis le troisième trimestre 2008, ne sont pratiquement plus orientées à la baisse. Au quatrième trimestre 2010, les importations de biens d'équipement sont bien orientées (+ 4,8 % en cvs), après une baisse de 3,5 % au trimestre précédent.



L'encours des crédits à l'investissement des entreprises était en augmentation au troisième trimestre (+4,0 % sur le 3^{ème} trimestre contre -0,6 % le trimestre précédent). Toutefois, la situation financière des entreprises reste fragile. Le nombre d'impayés sur effet de commerce s'inscrit en hausse de 6,5 % par rapport à septembre et de 11,8 % sur un an.

Des importations en hausse

Les importations sont toujours favorablement orientées au quatrième trimestre 2010. Elles sont en hausse de 3,2 % (cvs) par rapport au troisième trimestre et de 21,7 % par rapport au quatrième trimestre 2009. En revanche, les exportations accusent un repli de 5,3 % (cvs) par rapport au troisième trimestre 2010, entraînant une détérioration de la balance commerciale.

Rebond de l'activité dans plusieurs secteurs

Les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture décrivent un courant d'affaires moins dégradé au quatrième trimestre. La situation financière des entreprises reste fragile, impactée par le poids des charges d'exploitation et l'allongement des délais de paiement.

Le **commerce** a enregistré une stabilisation de son activité. En cette période de fêtes de fin d'année, l'activité a bénéficié d'une concurrence accrue et d'une hausse des prix limitée.

Les **services aux entreprises** ont confirmé la tendance plus favorable amorcée le trimestre précédent.

L'activité du **secteur du tourisme** au quatrième trimestre laisse augurer une haute saison plus dynamique que les années précédentes. Le trafic de passagers affiche une hausse de 4,1 % par rapport au quatrième trimestre 2009 alors que le taux d'occupation des hôtels atteint 59 % à fin décembre 2010 (+1 point sur un an). Selon les chefs d'entreprise, l'activité serait en hausse pour la première fois depuis le premier trimestre 2007. Toutefois, les trésoreries restent dégradées.

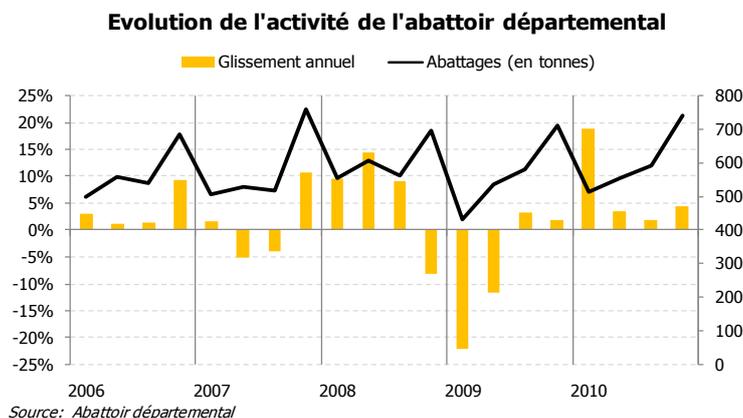
Au sein du **secteur primaire**, les conséquences du passage de l'ouragan Tomas (octobre 2010) se sont avérées limitées. Les expéditions de bananes vers l'Union européenne ont progressé de 2,7 % en données cvs entre septembre et décembre. Par ailleurs, la profession a bénéficié d'une meilleure orientation des prix. A fin décembre, le kilogramme de banane s'est échangé à 0,70€ contre 0,57€ à fin septembre. Sur un an, les expéditions cumulées progressent de 9,4 % en données cvs.

⁵ L'octroi de mer a progressé de 28,5 % au 4^{ème} trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent. De même, les immatriculations de véhicules particuliers neufs ont connu une augmentation similaire d'environ 34 % selon les données disponibles (jusqu'à fin novembre).

⁶ Le dispositif de traitement des dossiers de surendettement a été modifié avec l'entrée en vigueur de la Loi Lagarde, le 1^{er} novembre 2010 et permet d'accélérer les procédures de traitement.

Les filières d'élevage bénéficient d'une orientation favorable de la demande. Les abattages de viandes sont en progression de 25,3 % sur le trimestre.

En particulier, les viandes porcines, très appréciées en fin d'année, ont poursuivi leur progression (+ 66,7 % après +3,5 % au trimestre précédent).



La dégradation du **secteur du BTP** s'atténue en fin d'année grâce aux plans de relance des collectivités (Région et Département) qui ont permis d'engager de nouveaux chantiers. Les ventes de ciment ont progressé de 6,2 % (données cvs) sur le trimestre. Toutefois, les entreprises sont pénalisées par la programmation tardive et le faible nombre de grands projets tant publics que privés. Ces éléments obèrent la capacité des entreprises à inverser durablement la tendance et à embaucher.

Les chefs d'entreprise du **secteur industriel** font état d'une activité qui reste dégradée, mais la baisse semble ralentir. Les difficultés du BTP continuent de peser sur le climat d'affaires du secteur.

Les entreprises du **secteur agro-alimentaire** sont confrontées à un repli de leur courant d'affaires, après plusieurs trimestres un peu mieux orientés. Toutefois le marché du rhum à l'export est resté favorablement orienté au quatrième trimestre, permettant aux exportations de progresser significativement sur l'année (+26,5 % en volume HAP).

Le dispositif de médiation du crédit et le Plan de relance de l'économie martiniquaise

Le plan de financement de l'économie défini par le Gouvernement le 2 octobre 2008 répond à deux enjeux pour les banques : leur fournir de la liquidité à moyen terme tout en offrant un guichet en capital pour renforcer leurs fonds propres.

Les contreparties demandées aux institutions financières accédant à ces ressources portent notamment sur le soutien à l'activité et aux PME et TPE :

- les banques s'engagent à augmenter de 3 à 4 % le montant total des crédits accordés ;
- l'Etat s'assurera que les banques jouent pleinement le jeu du financement de l'économie, en veillant à ce que les flux de crédit aux PME et aux TPE soient publiés mensuellement et en mettant en œuvre un dispositif de **médiation du crédit**.

Ce dispositif est opérationnel depuis le 14 novembre 2008; il vise les entreprises confrontées à des difficultés pour accéder au crédit et qui n'ont pu trouver de solution avec les banques et avec Oséo. Le site www.mediateurducredit.fr fournit les informations pratiques sur la démarche de présentation d'un dossier.

Sous l'égide des Préfets et des Trésoriers payeurs généraux, la médiation du crédit est conduite par les médiateurs départementaux qui sont, dans l'hexagone, les directeurs des succursales de la Banque de France et, dans l'Outre-mer, les directeurs des agences de l'IEDOM et de l'IEOM.

Pour toute information complémentaire : www.mediateurducredit.fr ou 0 800 008 112.

Par ailleurs, le site Internet de la Préfecture détaille le Plan de relance de l'économie martiniquaise <http://www.martinique.pref.gouv.fr/plan-relance/index.html>. Ce plan s'inscrit dans le cadre du Plan de relance de l'économie française, doté de 26 milliards d'euros répartis sur deux ans. En Martinique, il est destiné à favoriser la reprise des investissements des entreprises, la médiation du crédit s'inscrivant dans ce cadre plus général. La plateforme d'intervention en faveur des entreprises comporte cinq volets qui ciblent les difficultés liées aux obligations sociales, fiscales et douanières, au financement des investissements et à la baisse d'activité généralisée.

Au 28 février 2011 et depuis l'entrée en vigueur du dispositif de médiation, 132 dossiers ont été déposés. Sur les 89 dossiers recevables, 36 dossiers ont été clôturés après un succès de la médiation et 30 sont en échec. Le taux de médiation réussie en Martinique s'établit ainsi à 55 %.

Annexes statistiques

Pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel, l'IEDOM utilise :

- Des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes, etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).
- Des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédits traitées par l'IEDOM,
- Les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprise de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", " stabilité " ou " dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en terme d'emploi.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2007 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisées pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises un poids proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM a élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture de l'industrie en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composante principale, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture. L'indicateur du climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

Les secteurs d'activité

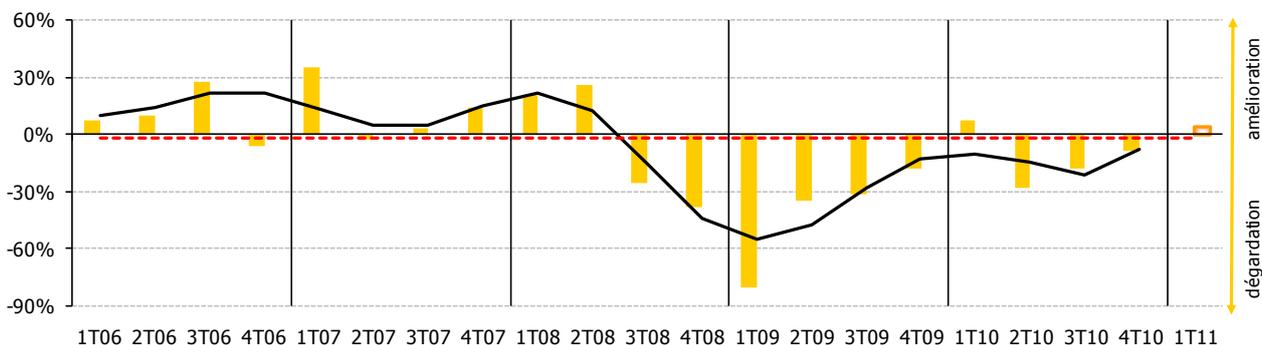
-

***Résultats de l'enquête de
conjoncture de l'Iedom
et données quantitatives***

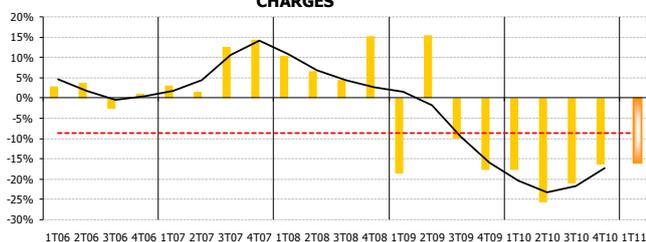
VUE D'ENSEMBLE DES SECTEURS

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 111 entreprises employant au total 6 174 salariés

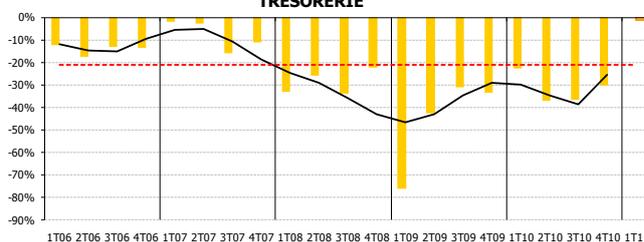
ACTIVITE



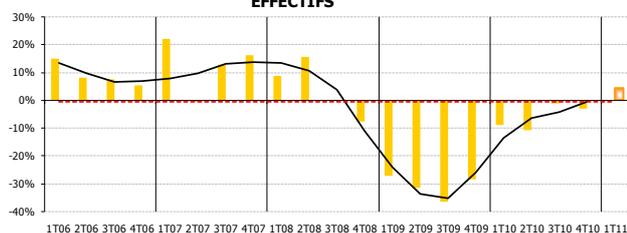
CHARGES



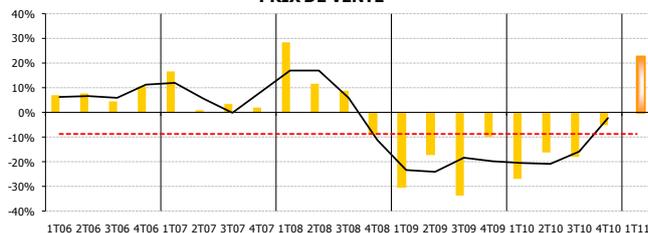
TRESORERIE



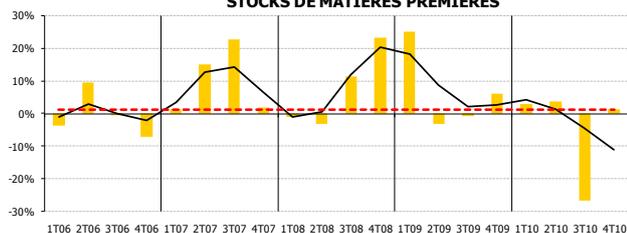
EFFECTIFS



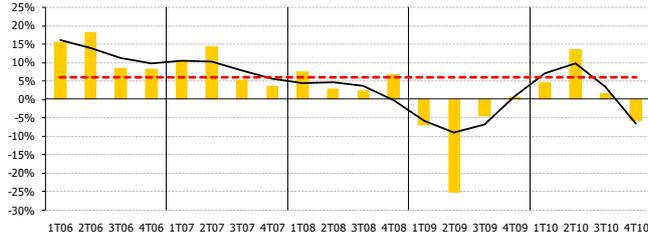
PRIX DE VENTE



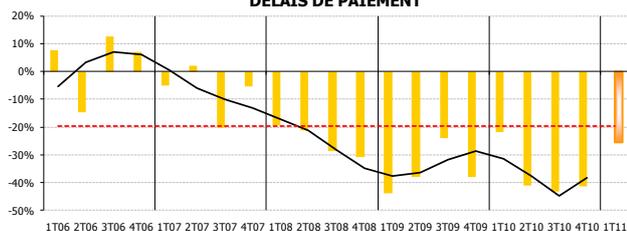
STOCKS DE MATIERES PREMIERES



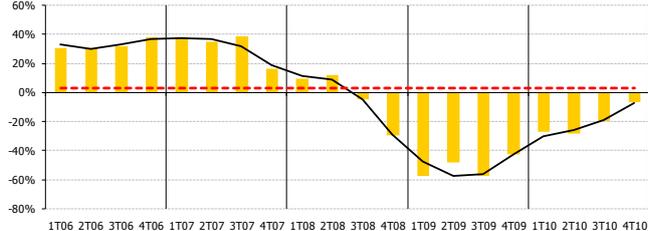
STOCKS DE PRODUITS FINIS



DELAIS DE PAIEMENT



PREVISIONS D'INVESTISSEMENT

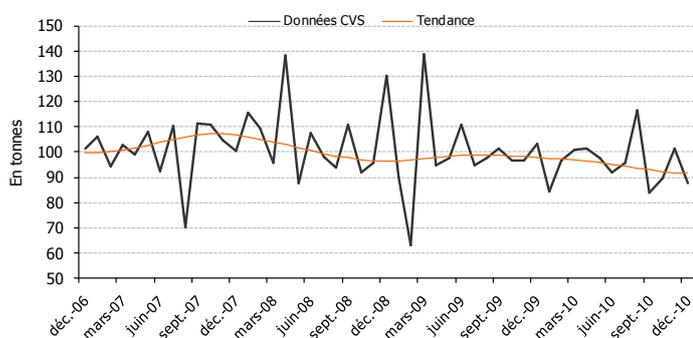


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendance de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

AGRICULTURE ET ELEVAGE

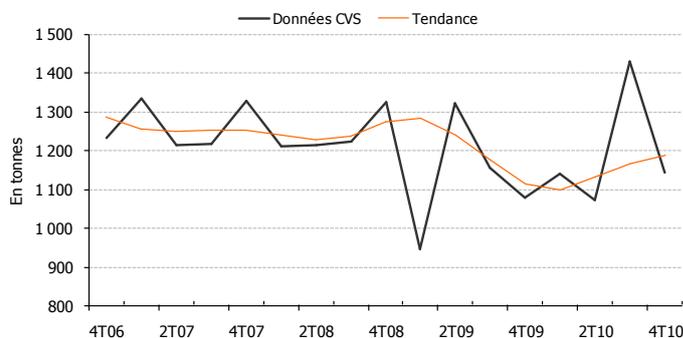
La filière bovine

Abattage de viande bovine



Source: Abattoir départemental - données mensuelles

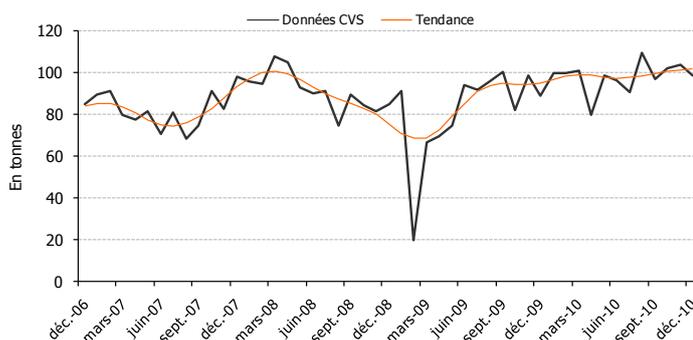
Importations de viande bovine



Source: Douanes - données trimestrielles

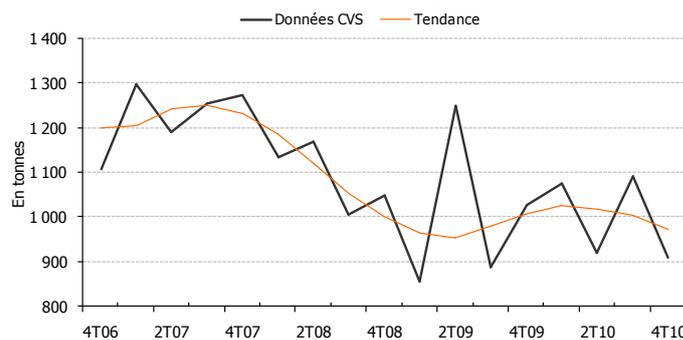
La filière porcine

Abattage de viande porcine



Source: Abattoir départemental - données mensuelles

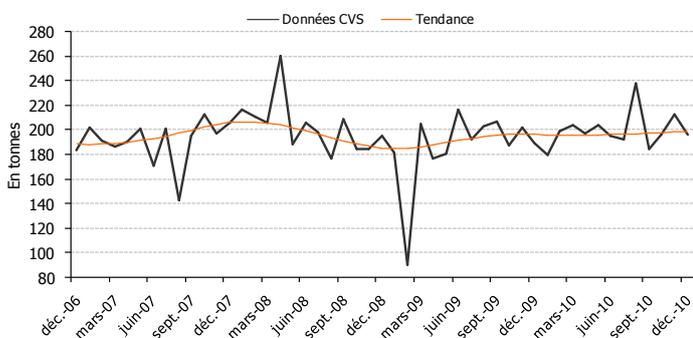
Importations de viande porcine



Source: Douanes - données trimestrielles

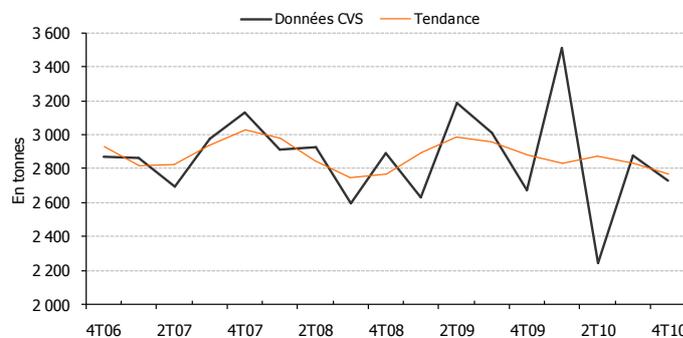
La production locale de viande – la filière avicole

Abattage total



Source: Abattoir départemental - données mensuelles

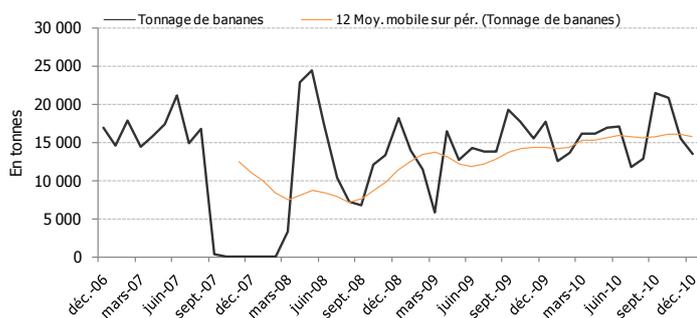
Importations de volailles



Source: Douanes - données trimestrielles

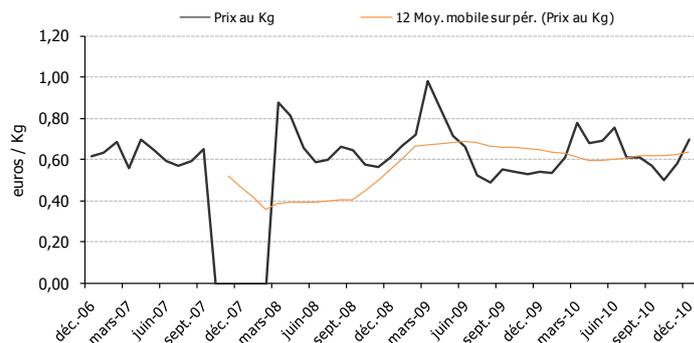
La filière banane

Arrivages de bananes martiniquaises au sein de l'Union européenne



Source: FEL Hebdo - données mensuelles

Prix moyen mensuel wagon-départ du Kg de bananes*

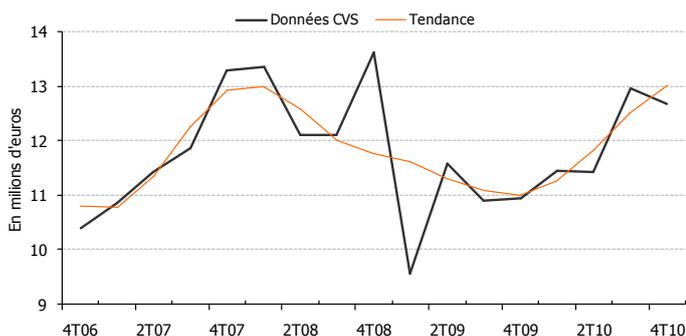


Source: FEL Hebdo - données mensuelles

* A la suite du cyclone Dean (17 août 2007), la production et les expéditions de bananes ont connu un coup d'arrêt qui s'est prolongé jusqu'au premier trimestre 2008.

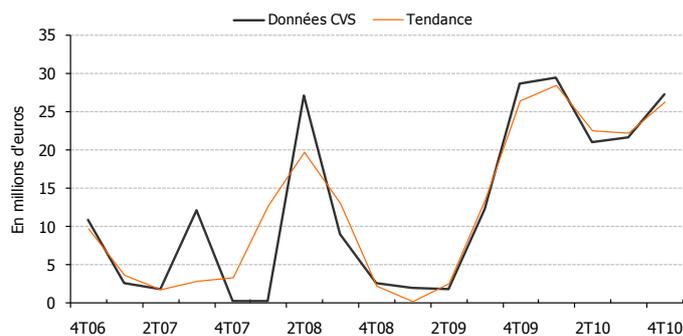
Les produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche

Importations



Source: Douanes - données trimestrielles

Exportations



Source: Douanes - données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Abattage en tonnes	déc. 2006	déc. 2007	déc. 2008	déc. 2009	sept. 2010	oct. 2010	nov. 2010	déc. 2010	Cumul 2010	déc2010 déc2009	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Bovins	67,5	65,2	84,1	66,3	88,3	96,9	116,2	56,4	1 149,9	-14,9 %	-3,3 %
Porcins	225,6	259,2	222,6	231,3	86,6	93,1	100,7	253,6	1 174	9,7 %	17,6 %
Total*	306,4	341,1	320,7	311,8	179,5	195,3	223,1	322,7	2 401,5	3,5 %	6,3 %

Source : Abattoir départemental - données mensuelles

* Bovins, Porcins, Ovins, Caprins et Equins

Importations en tonnes	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	Cumul 2010	$\frac{4T10}{4T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Bovins	1 264,2	1 361,3	1 359,2	1 105,3	1 156,3	1 033,2	1 423,2	1 174,5	4 787,3	6,3 %	6,6 %
Porcins	1 397,5	1 621,4	1 350,1	1 333,0	921,6	862,0	978,0	1 188,9	3 959,5	-10,8 %	-2,2 %
Volailles	3 004,0	3 267,3	3 007,9	2 775,2	3 474,0	2 195,0	2 858,3	2 832,2	11 359,6	2,1 %	-1,1 %

Source : Douanes - données trimestrielles

Produits agricoles* en millions d'euros	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	Cumul 2010	$\frac{4T10}{4T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Exportations	10,0	0,2	2,3	24,3	24,9	24,2	24,8	22,6	96,6	-6,6 %	ns
Importations	11,0	14,1	14,4	11,5	10,8	11,6	12,7	13,4	48,6	16,0 %	12,7 %

* Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche

Source : Douanes - données trimestrielles

Bananes en milliers de tonnes	déc. 2006	déc. 2007	déc. 2008	déc. 2009	sept. 2010	oct. 2010	nov. 2010	déc. 2010	Cumul 2010	$\frac{d\acute{e}c2010}{d\acute{e}c2009}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Arrivages au sein de l'UE	16,9	-	18,2	17,8	21,4	20,8	15,6	13,5	188,5	-23,8 %	9,5 %

Source : Fruits et Légumes Hebdo - données mensuelles

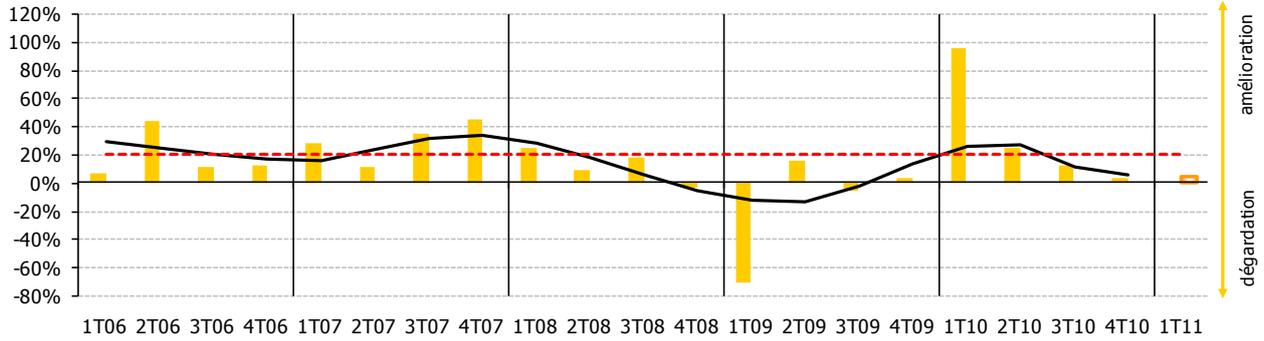
Bananes	déc. 2006	déc. 2007	déc. 2008	déc. 2009	sept. 2010	oct. 2010	nov. 2010	déc. 2010	$\frac{d\acute{e}c2010}{d\acute{e}c2009}$
Prix moyen au kg	0,62 €	-	0,61 €	0,54 €	0,57 €	0,50 €	0,58 €	0,70 €	28,3 %

Source : Fruits et Légumes Hebdo - données mensuelles

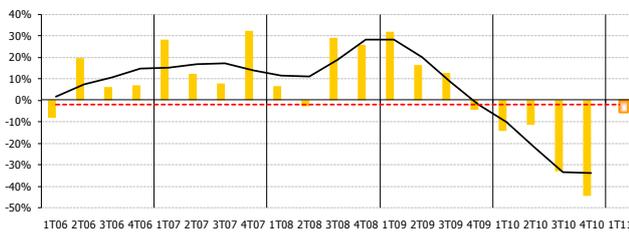
SECTEUR AGROALIMENTAIRE

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 18 entreprises du secteur agroalimentaire employant au total 737 salariés.

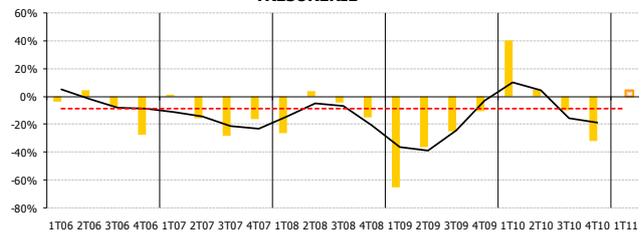
ACTIVITE



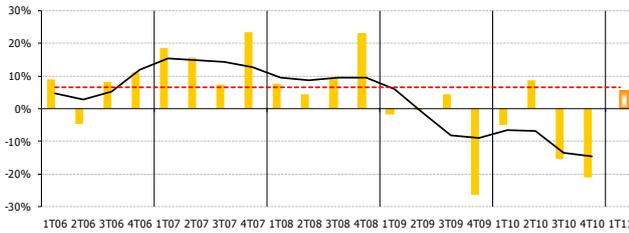
CHARGES



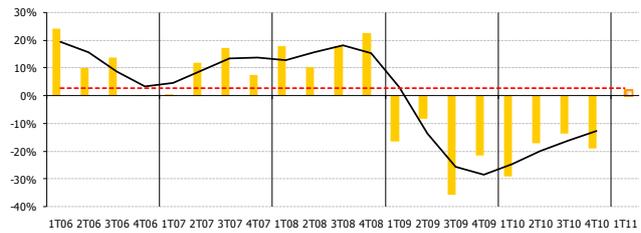
TRESORERIE



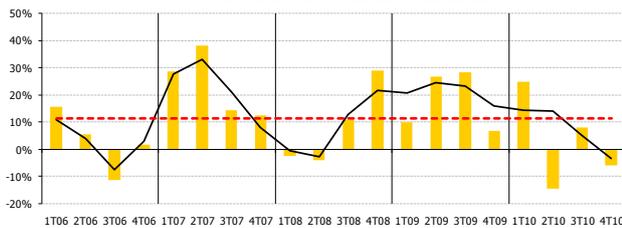
EFFECTIFS



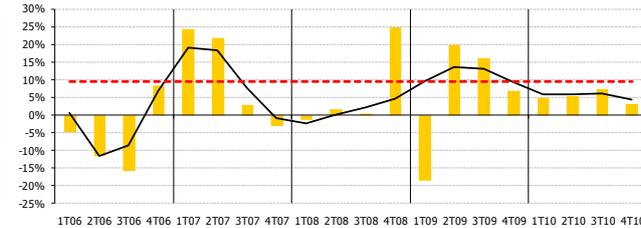
PRIX DE VENTE



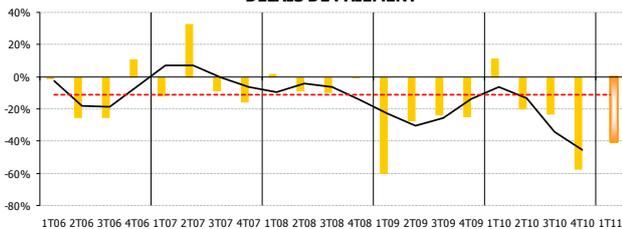
STOCKS DE MATIERES PREMIERES



STOCKS DE PRODUITS FINIS



DELAIS DE PAIEMENT

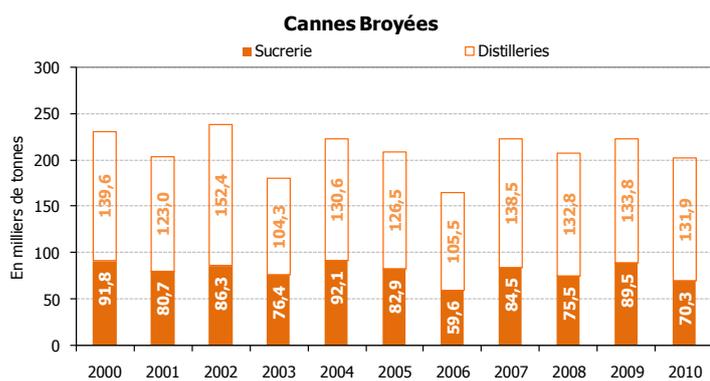


PREVISIONS D'INVESTISSEMENT

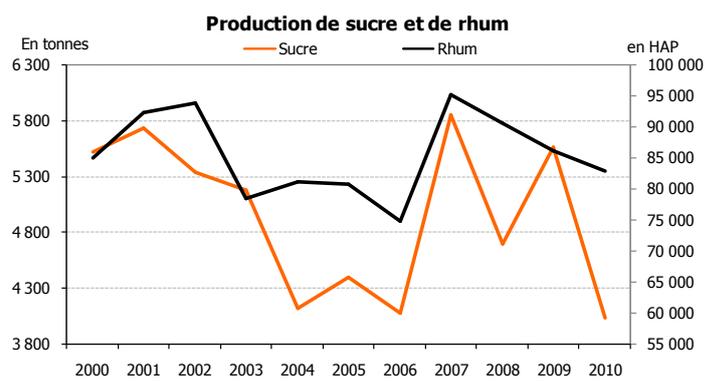


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

La filière rhum



Source: Centre technique de la canne et du sucre - données annuelles



Source: Centre technique de la canne et du sucre, Douanes - données annuelles

Dernières données chiffrées

Cannes broyées en milliers de tonnes											$\frac{\sum 2010^*}{\sum 2009}$
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	
Sucrierie	80,7	86,3	76,4	92,1	82,9	59,6	84,5	75,5	89,5	70,3	-21,4 %
Distilleries	123,0	152,4	104,3	130,6	126,5	105,5	138,5	132,8	133,8	131,9	-1,4 %
Total	203,7	238,7	180,7	222,7	209,2	165,1	223,0	208,3	223,3	202,2	-9,4 %

Source : Centre Technique de la Canne et du Sucre

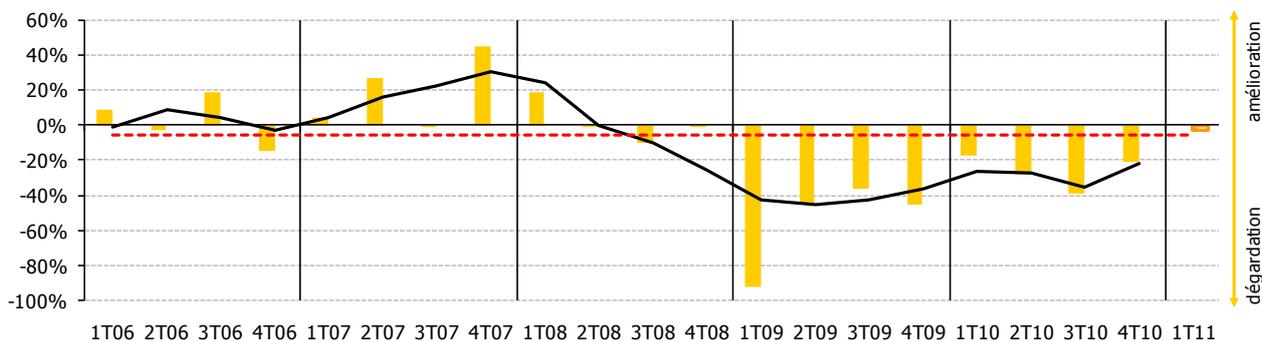
Production											$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	
Sucre (en milliers de tonnes)	5,7	5,3	5,2	4,1	4,4	4,1	5,8	4,7	5,6	4,0	-27,4 %
Rhum agricole* (en milliers d'HAP)	78,2	80,2	65,0	65,6	67,2	62,6	79,4	74,5	70,6	68,0	-3,7 %
Rhum de sucrierie* (en milliers d'HAP)	14,2	13,6	13,5	13,5	13,6	12,2	15,8	16,1	15,5	14,8	-4,4 %

Source : Centre Technique de la Canne et du Sucre - *Douanes

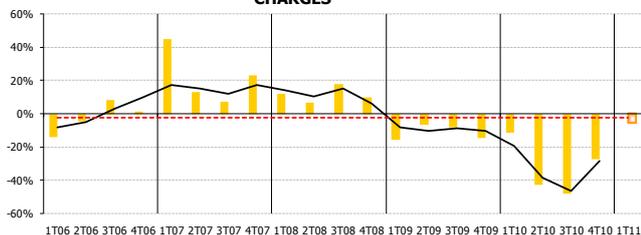
SECTEUR AUTRES INDUSTRIES

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 26 entreprises du secteur employant au total 1 035 salariés.

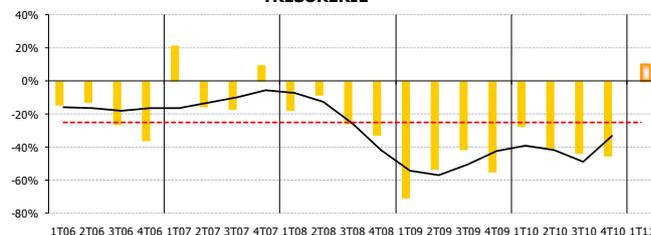
ACTIVITE



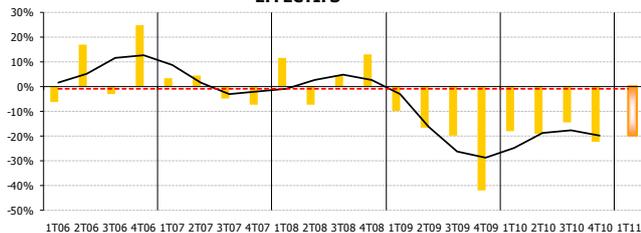
CHARGES



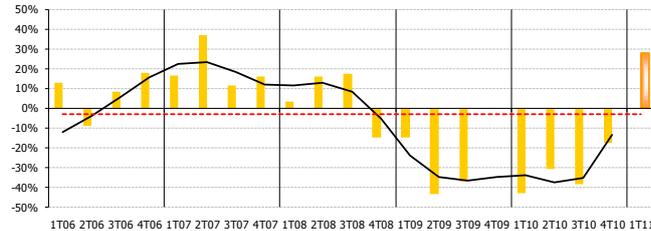
TRESORERIE



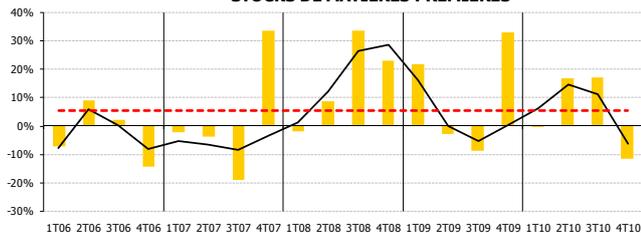
EFFECTIFS



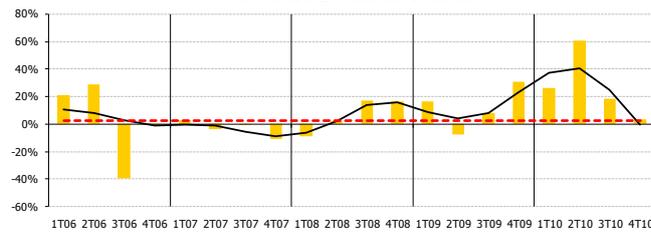
PRIX DE VENTE



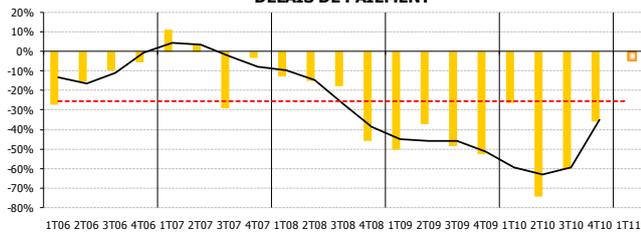
STOCKS DE MATIERES PREMIERES



STOCKS DE PRODUITS FINIS



DELAIS DE PAIEMENT



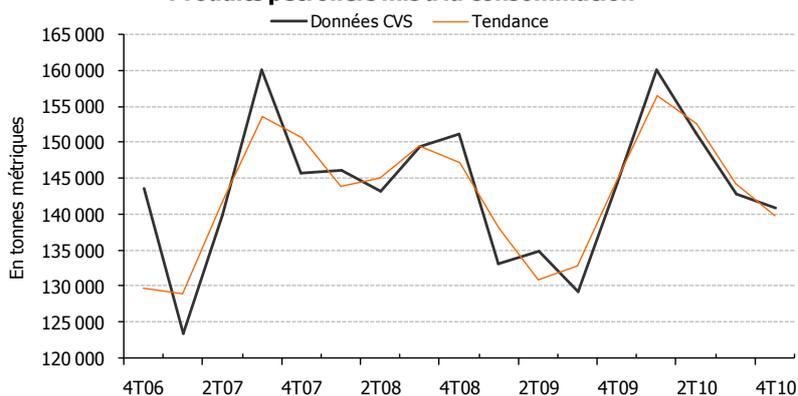
PREVISIONS D'INVESTISSEMENT



■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

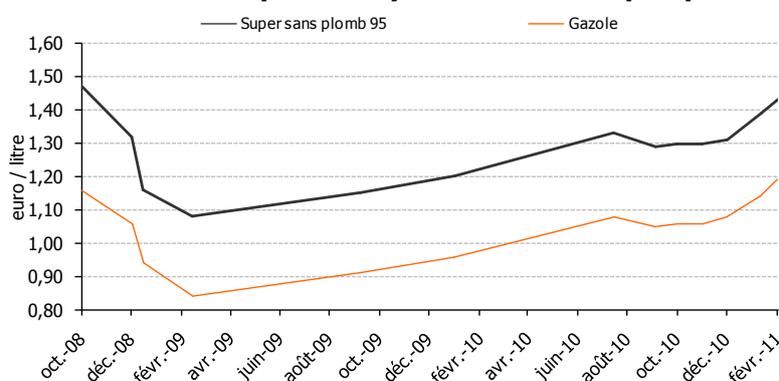
L'énergie

Produits pétroliers mis à la consommation



Source: SARA - données trimestrielles

Evolution des prix des hydrocarbures à la pompe



Source: DRCCRF

Dernières données chiffrées

Produits pétroliers en milliers de tonnes métriques	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	Cumul 2010	4T10 / 4T09	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
	Mis à la consommation	143,0	147,8	155,1	149,6	155,8	143,9	148,3			

Source : Sara - données trimestrielles

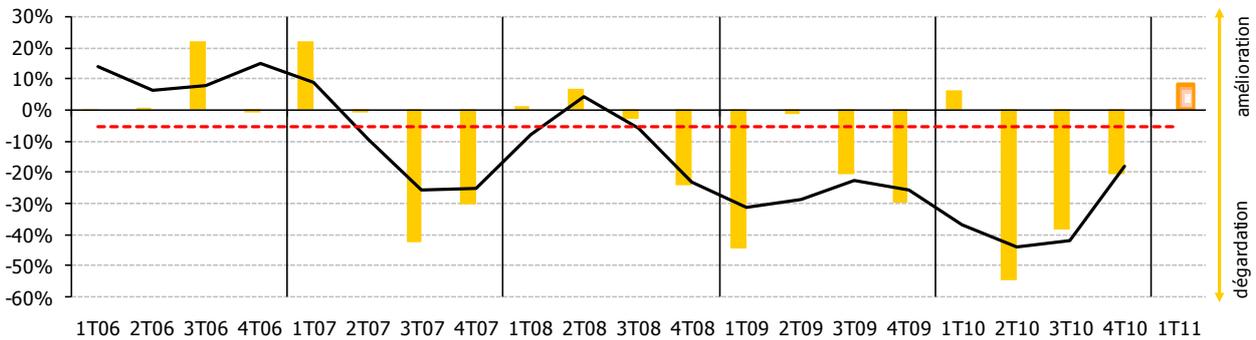
Prix à la pompe en euros	1 ^{er} janv. 2010	15 juillet 2010	4 sept. 2010	1 ^{er} oct. 2010	1 ^{er} nov. 2010	1 ^{er} déc. 2010	1 ^{er} janv. 2011	1 ^{er} fév. 2011	$\frac{fév.2011}{janv.2011}$
Essence sans plomb	1,20	1,33	1,29	1,30	1,30	1,31	1,39	1,43	2,9 %
Gazole route	0,96	1,08	1,05	1,06	1,06	1,08	1,14	1,19	4,4 %

Source : Direction Régionale de la Consommation, de la Concurrence et de la Répression des Fraudes

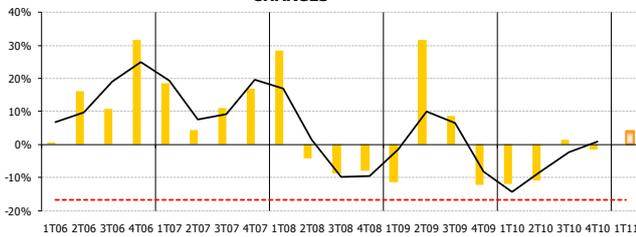
SECTEUR DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 14 entreprises du secteur de la construction employant au total 703 salariés.

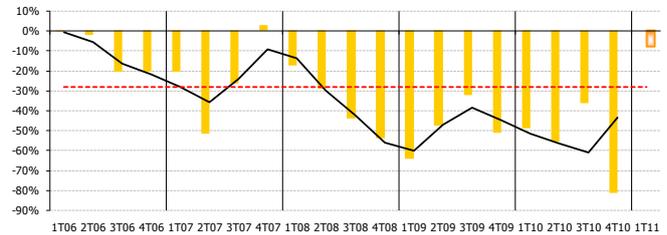
ACTIVITE



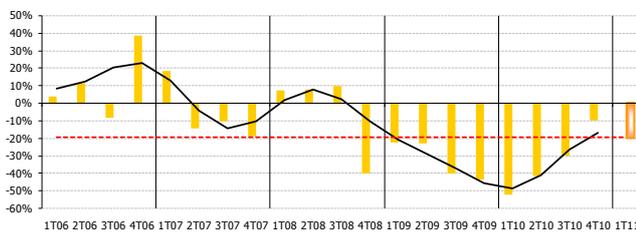
CHARGES



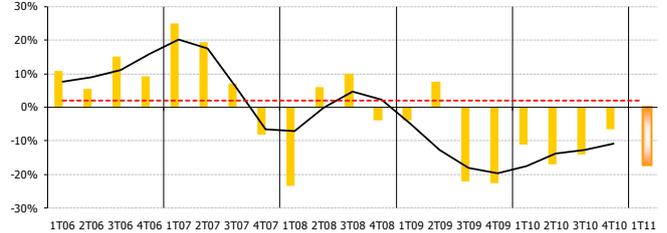
TRESORERIE



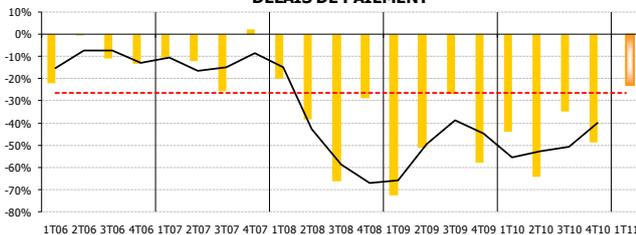
PRIX DE VENTE



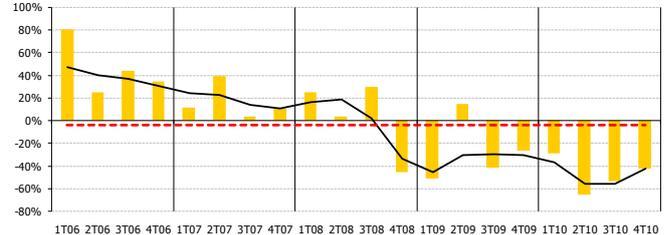
EFFECTIFS



DELAIS DE PAIEMENT

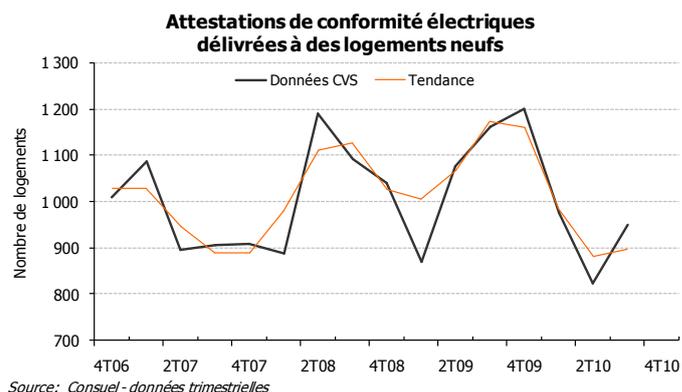
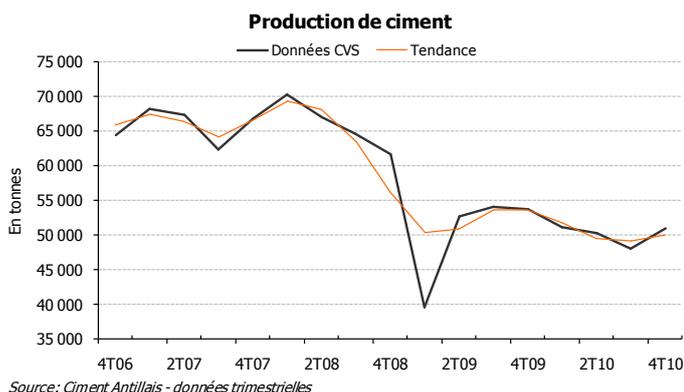


PREVISIONS D'INVESTISSEMENT

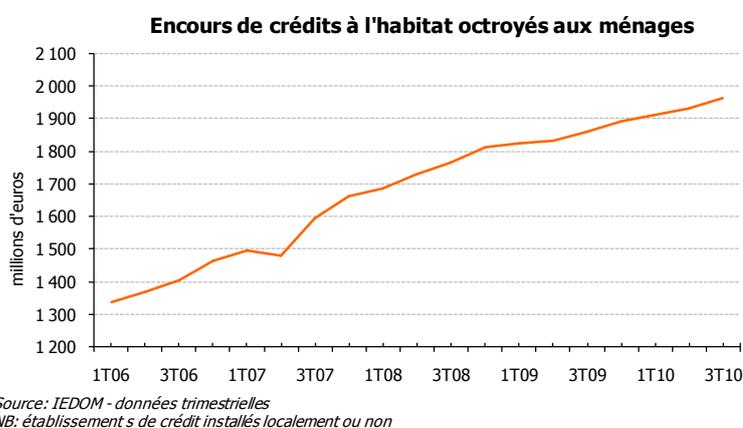


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

La production de ciment – les attestations de conformité



Les encours de crédit à l'habitat des ménages



Dernières données chiffrées

Ciment milliers de tonnes	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	Cumul 2010	$\frac{4T10}{4T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
	Production	62,8	65,3	60,6	53,3	48,7	52,1	48,8			

Source : Ciments Antillais - données trimestrielles

Attestations de conformité électrique	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	Cumul 2010	$\frac{4T10}{4T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
	Nombre de logements neufs	1 052	990	1 174	1 377	764	914	921			

Source : Consuel - données trimestrielles

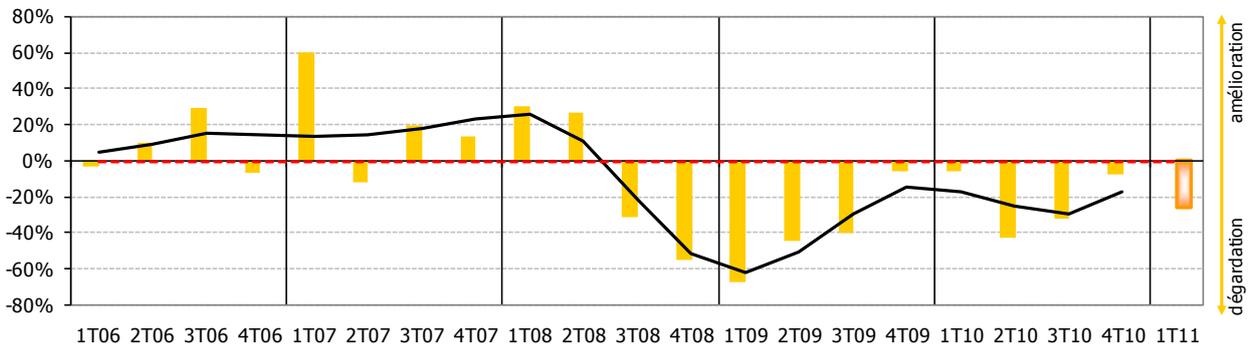
Crédit à l'habitat en millions d'euros	3T06	3T07	3T08	3T09	3T09	1T10	2T10	3T10	$\frac{3T10}{3T09}$
	Encours octroyés aux ménages	1 405,7	1 594,8	1 766,8	1 860,0	1 893,8	1 912,7	1 932,8	

Source : IEDOM - données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

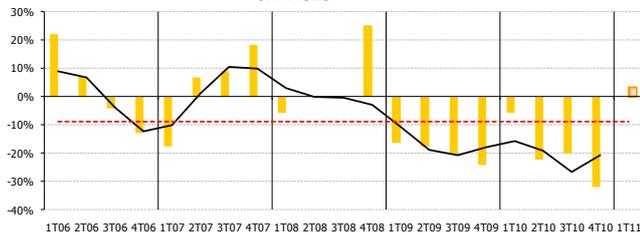
SECTEUR DU COMMERCE

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 26 entreprises du secteur employant au total 1 730 salariés.

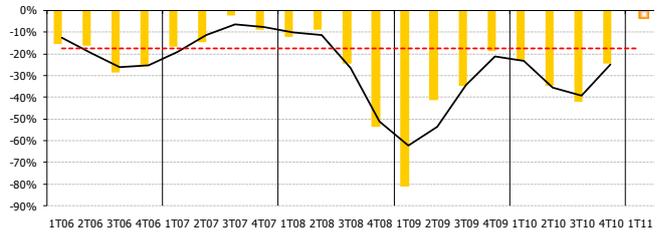
ACTIVITE



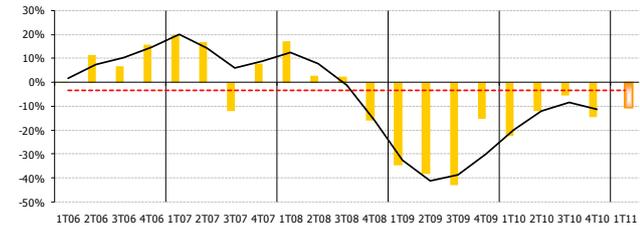
CHARGES



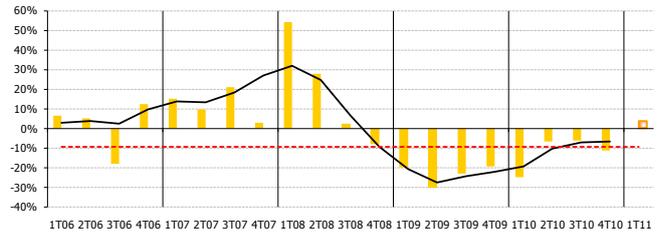
TRESORERIE



EFFECTIFS



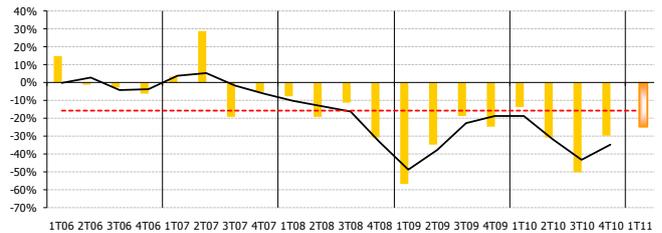
PRIX DE VENTE



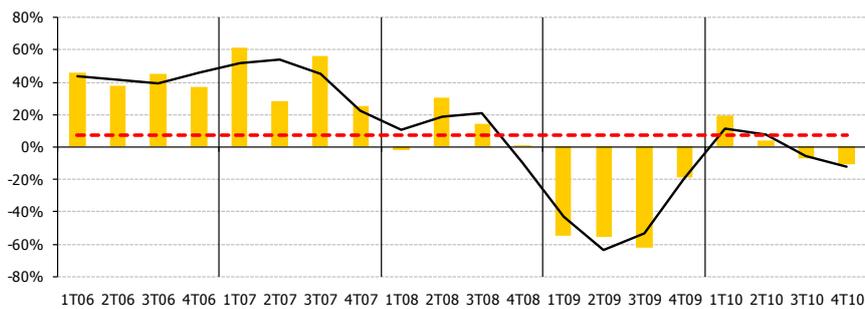
STOCKS DE PRODUITS FINIS



DELAIS DE PAIEMENT



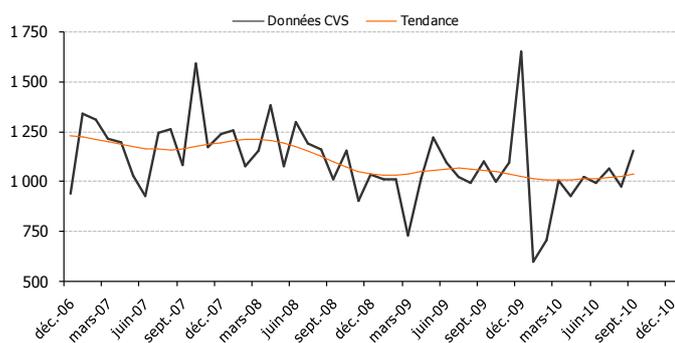
PREVISIONS D'INVESTISSEMENT



■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendance de l'indicateur - - Moyenne de longue période

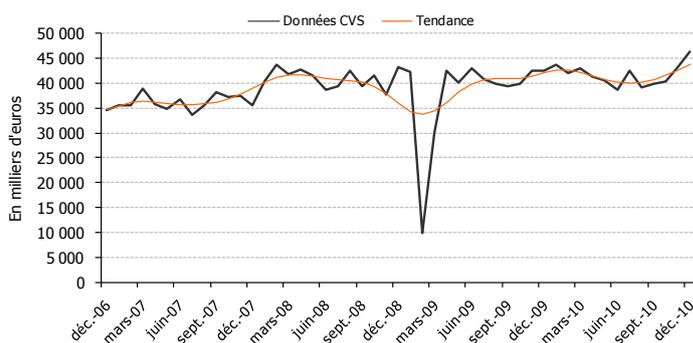
Les immatriculations de véhicules particuliers neufs La grande distribution

Immatriculations de véhicules particuliers neufs



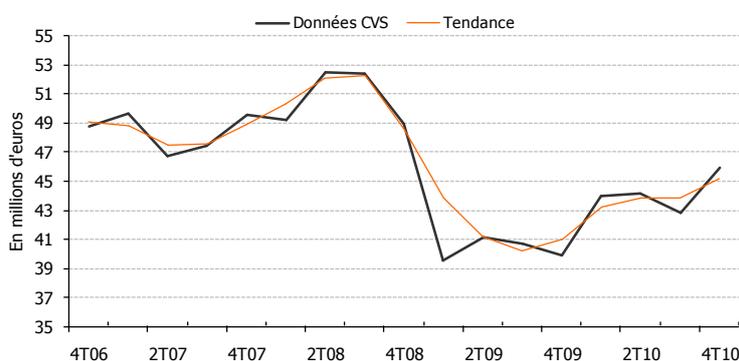
Source: Association auxiliaire de l'automobile - données mensuelles

Chiffre d'affaires de la grande distribution



Source: DRCCRF - données mensuelles

Recettes d'octroi de mer



Source: Douanes et droits indirects - données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Immatriculations	déc. 2006	déc. 2007	déc. 2008	déc. 2009	sept. 2010	oct. 2010	nov. 2010	déc. 2010	Cumul 2010	$\frac{\text{déc}2010}{\text{déc}2009}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Véhicules particuliers neufs	1 340	1 751	1 466	2 329	1 058	996	1 510	nd	nd	nd	nd

Source : AAA - données mensuelles

Grande distribution <i>En millions d'euros</i>	déc. 2006	déc. 2007	déc. 2008	déc. 2009	sept. 2010	oct. 2010	nov. 2010	déc. 2010	Cumul 2010	$\frac{\text{déc}2010}{\text{déc}2009}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Chiffre d'affaires	47,0	48,1	58,5	57,8	39,6	41,4	40,5	63,0	503,5	9,0 %	9,5 %

Source : DRCCRF - données mensuelles

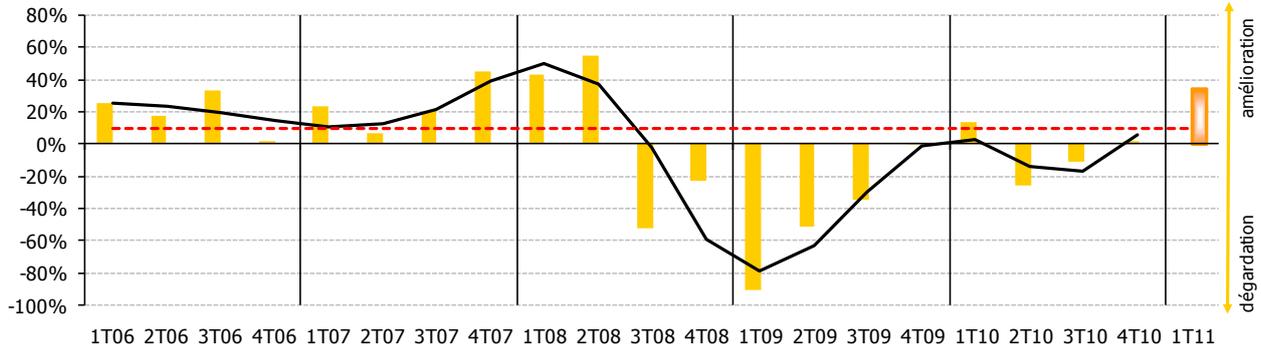
Octroi de mer <i>en millions d'euros</i>	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	Cumul 2010	$\frac{4T10}{4T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Recettes	55,4	56,6	56,0	45,5	40,0	43,9	40,8	52,4	177,2	15,2 %	10,0 %

Source : Douanes et droits indirects - données trimestrielles

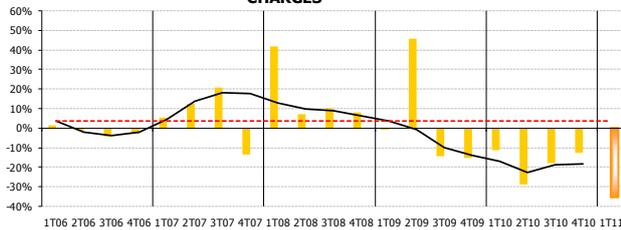
SECTEUR DES SERVICES AUX ENTREPRISES

L'enquête porte sur un échantillon de 17 entreprises du secteur des services aux entreprises employant 1 636 salariés.

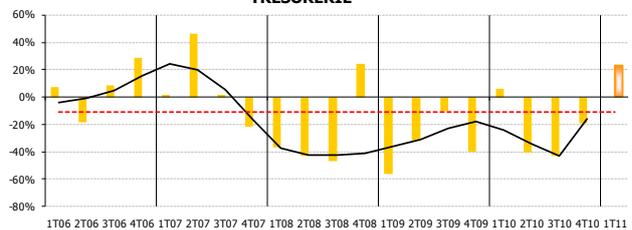
ACTIVITE



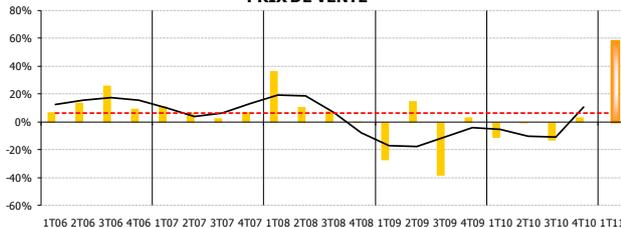
CHARGES



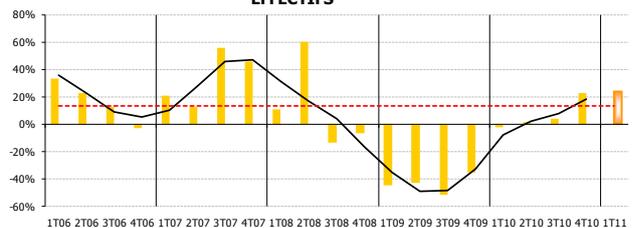
TRESORERIE



PRIX DE VENTE



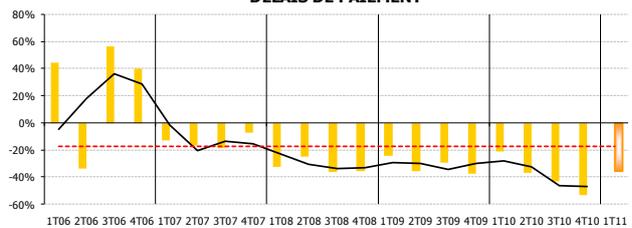
EFFECTIFS



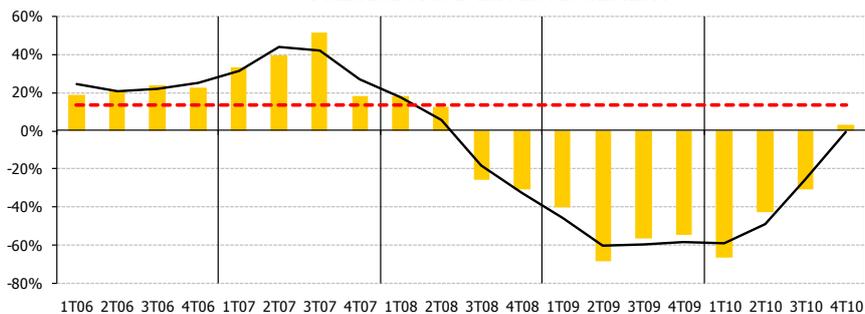
CARNET DE COMMANDE



DELAIS DE PAIEMENT



PREVISIONS D'INVESTISSEMENT

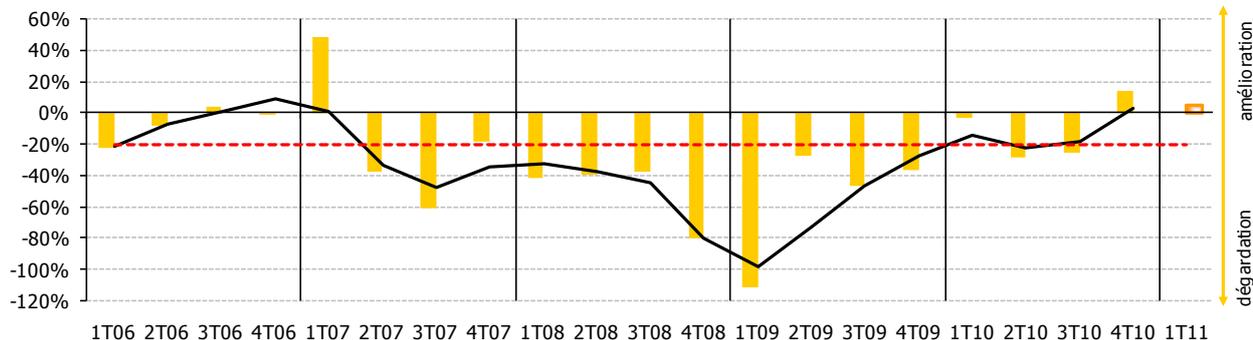


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

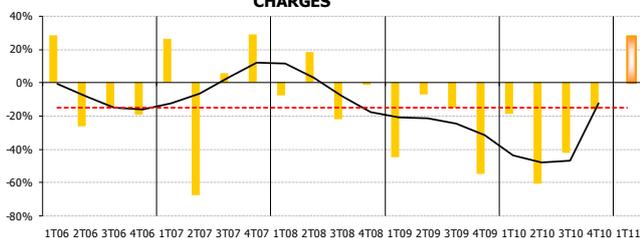
SECTEUR DE L'HOTELLERIE ET DU TOURISME

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 10 entreprises du secteur employant au total 333 salariés.

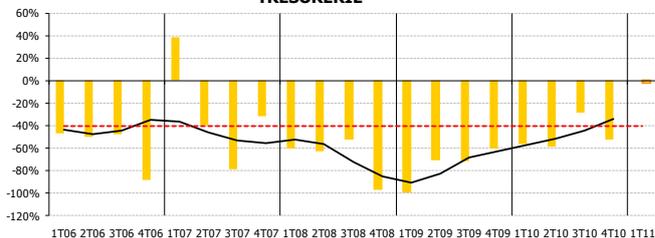
ACTIVITE



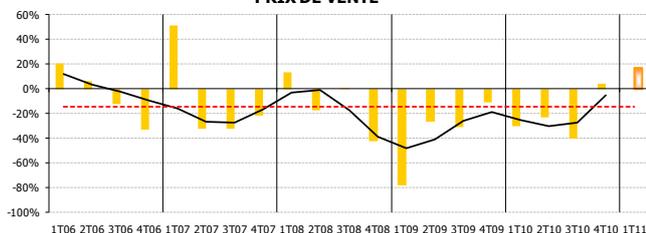
CHARGES



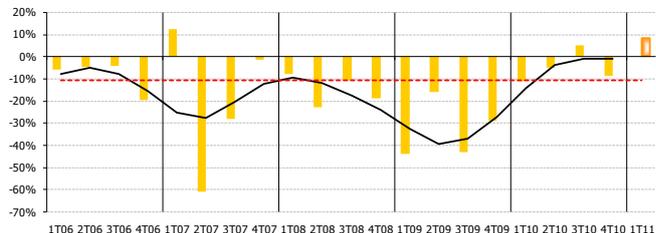
TRESORERIE



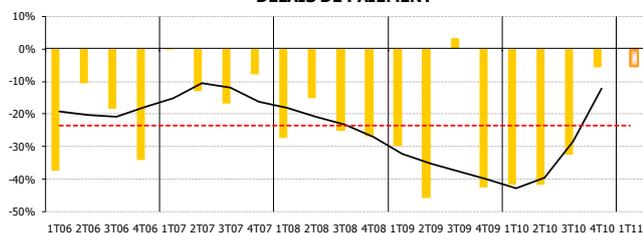
PRIX DE VENTE



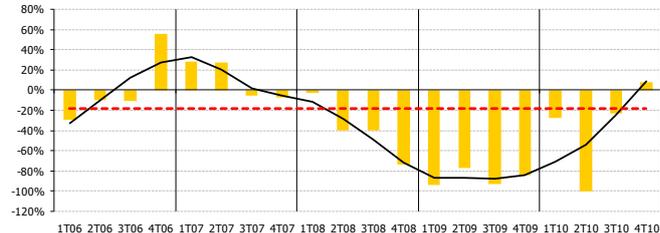
EFFECTIFS



DELAIS DE PAIEMENT



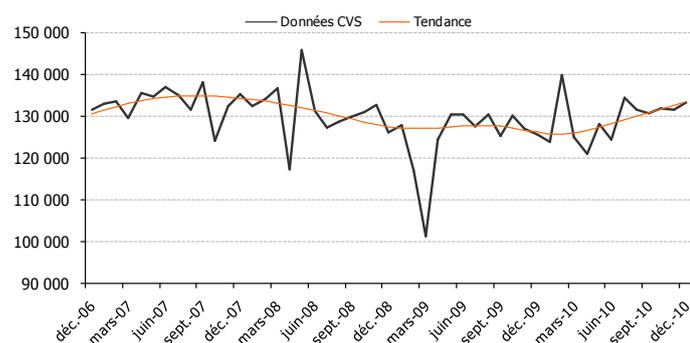
PREVISIONS D'INVESTISSEMENT



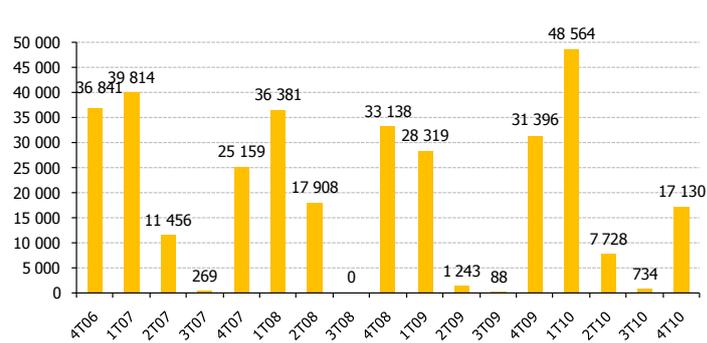
■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

La fréquentation touristique

Nombre de passagers à l'aéroport Aimé Césaire



Nombre de croisiéristes reçus à la Martinique



Dernières données chiffrées

Trafic aérien <i>en milliers</i>	déc. 2006	déc. 2007	déc. 2008	déc. 2009	sept. 2010	oct. 2010	nov. 2010	déc. 2010	Cumul 2010	$\frac{\text{déc}2010}{\text{déc}2009}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Nombre de passagers de l'aéroport	142,7	146,5	136,1	135,5	88,6	100,8	110,6	143,2	1 556,7	5,7 %	4,1 %

Source : CCIM - données mensuelles

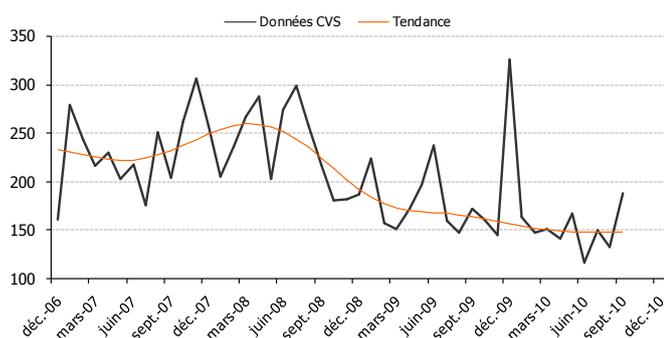
Trafic maritime <i>en milliers</i>	déc. 2006	déc. 2007	déc. 2008	déc. 2009	sept. 2010	oct. 2010	nov. 2010	déc. 2010	Cumul 2010	$\frac{\text{déc}2010}{\text{déc}2009}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Nombre de croisiéristes	18,8	14,7	19,6	16,3	0,2	0,1	8,5	8,5	74,2	-47,6 %	21,5 %

Source : DD PAF - données mensuelles

Les entreprises

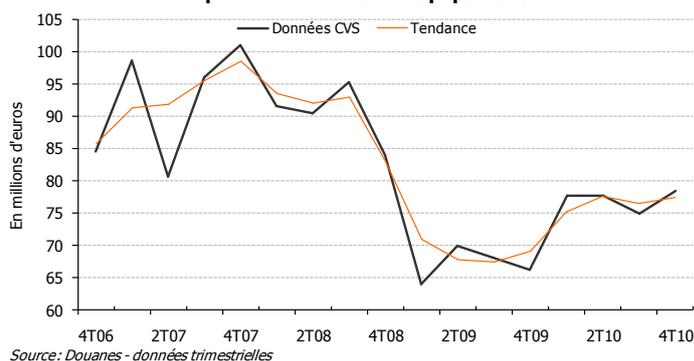
L'investissement des entreprises

Immatriculations de véhicules utilitaires neufs



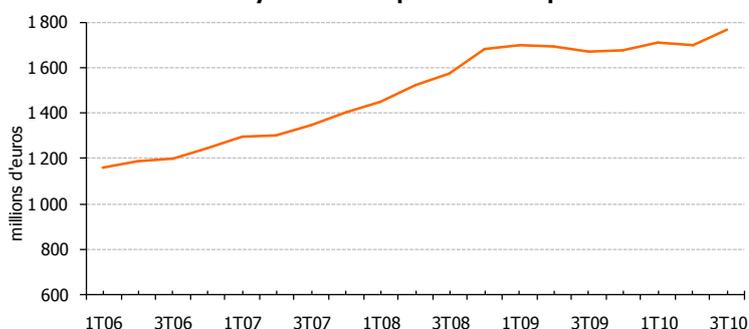
Source: Association auxiliaire de l'automobile - données mensuelles

Importations de biens d'équipement



Source: Douanes - données trimestrielles

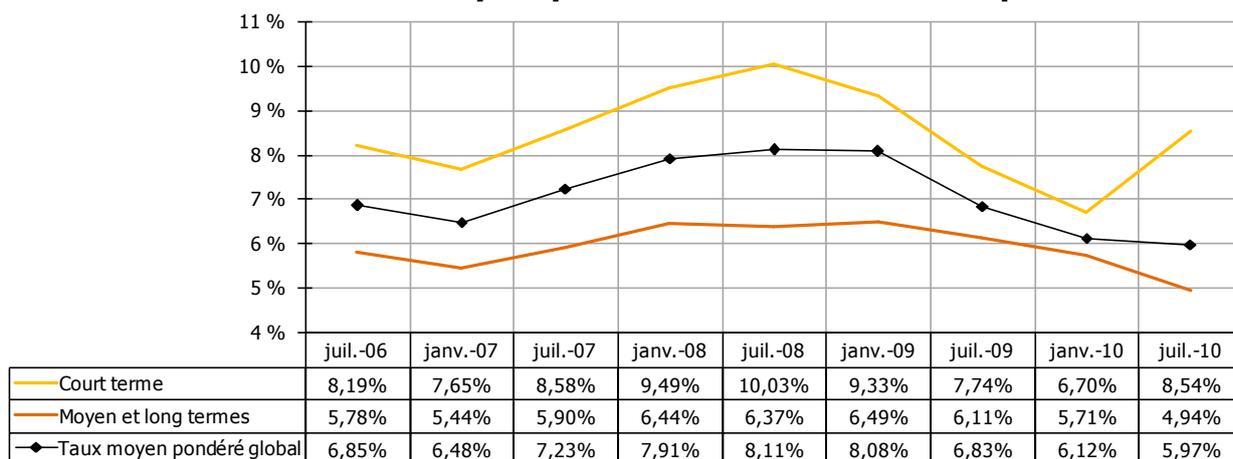
Encours de crédits à l'investissement octroyés aux entreprises martiniquaises



Source: IEDOM - données trimestrielles
NB: établissements de crédit installés localement ou non

Les conditions de financement offertes aux entreprises

Evolution des taux moyens pondérés des crédits aux entreprises



Source: IEDOM - données semestrielles

Source : IEDOM, données semestrielles

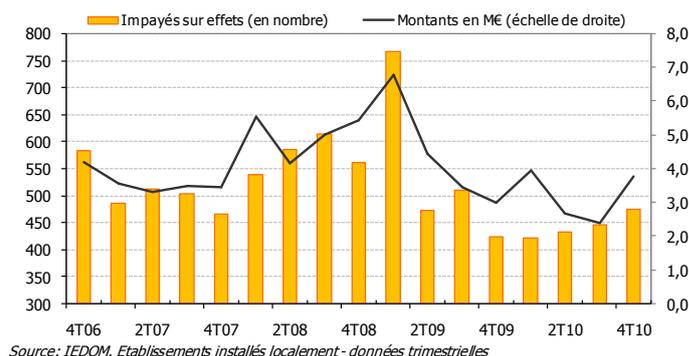
* A compter de mars 2006, l'encours des crédits octroyés par les établissements de crédits installés ou non localement comprend non seulement les données issues de la BAFI mais également celles déclarées par les établissements non installés localement au Service Central des Risques de la Banque de France. Par conséquent, une rupture de série apparaît entre les années 2005 et 2006 liée à l'amélioration du périmètre de recensement des concours hors zone.

La vulnérabilité des entreprises

Personnes morales en situation d'interdit bancaire



Impayés sur effets de commerce



Dernières données chiffrées

Immatriculations	déc. 2006	déc. 2007	déc. 2008	déc. 2009	sept. 2010	oct. 2010	nov. 2010	déc. 2010	Cumul 2010	$\frac{d\acute{e}c2010}{d\acute{e}c2009}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Véhicules utilitaires neufs	148	235	170	298	202	157	171	nd	nd	nd	nd

Source : Aaa - données mensuelles

Importations en millions d'euros	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	Cumul 2010	$\frac{4T10}{4T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Biens d'équipement	96,4	11,1	96,7	76,5	75,0	72,1	71,4	90,5	309,1	18,4 %	15,2 %

Source : Douanes - données trimestrielles

Crédits à l'investissement en millions d'euros	3T06	3T07	3T08	3T09	3T09	1T10	2T10	3T10	$\frac{3T10}{3T09}$
Encours de crédit octroyés aux entreprises	1 198,4	1 346,3	1 575,1	1 667,2	1 675,7	1 707,9	1 698,3	1 766,9	6,0 %

Source : IEDOM - données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

Coût du crédit aux entreprises

Taux moyens pondérés (en %)	juillet 2006	janvier 2007	juillet 2007	janvier 2008	juillet 2008	janvier 2009	juillet 2009	janvier 2010	juillet 2010	Var. en pts de base sur 1 an
Crédits court terme	8,19 %	7,65 %	8,58 %	9,49 %	10,03 %	9,33 %	7,74 %	6,70 %	8,54 %	184
Crédits moyen long termes	5,78 %	5,44 %	5,90 %	6,44 %	6,37 %	6,49 %	6,11 %	5,71 %	4,94 %	-77
Taux moyen pondéré global	6,85 %	6,48 %	7,23 %	7,91 %	8,11 %	8,08 %	6,83 %	6,12 %	5,97 %	-15

Source : IEDOM -- données semestrielles – établissements de crédit installés localement

Interdictions bancaires	déc. 2006	déc. 2007	déc. 2008	déc. 2009	sept. 2010	oct. 2010	nov. 2010	déc. 2010	$\frac{d\acute{e}c2010}{d\acute{e}c2009}$
Personnes morales	1 905	2 020	2 176	2 239	2 339	2 375	2 382	2 338	4,4 %

Source : IEDOM - données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

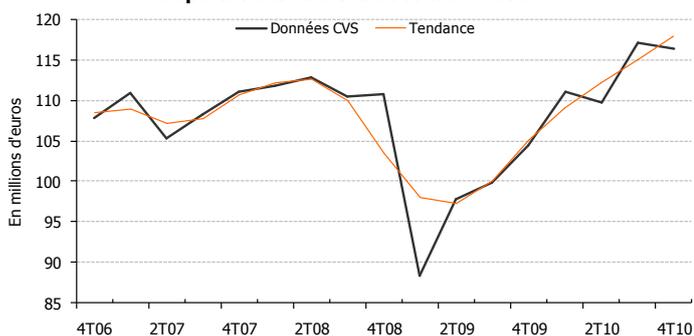
Impayés sur effets	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	$\frac{4T10}{4T09}$
Nombre d'effets	584	467	562	425	422	434	446	475	11,8 %

Source : IEDOM - données en fin de trimestre – établissements de crédit installés localement

Les ménages

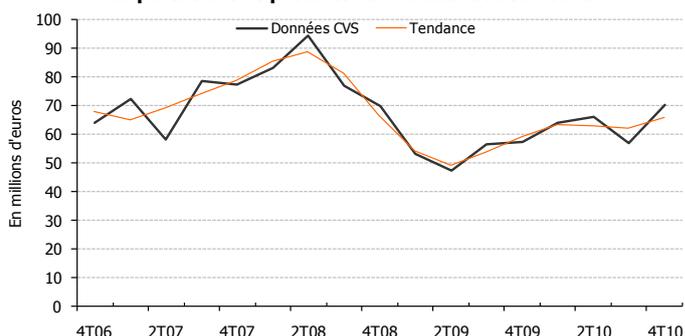
La consommation des ménages

Importations de biens de consommation



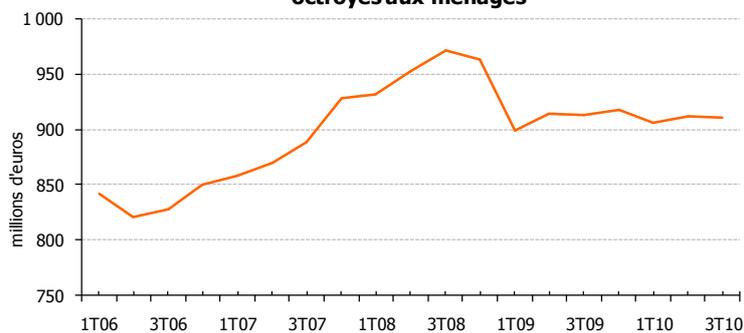
Source: Douanes - données trimestrielles

Importations de produits de l'industrie automobile



Source: Douanes - données trimestrielles

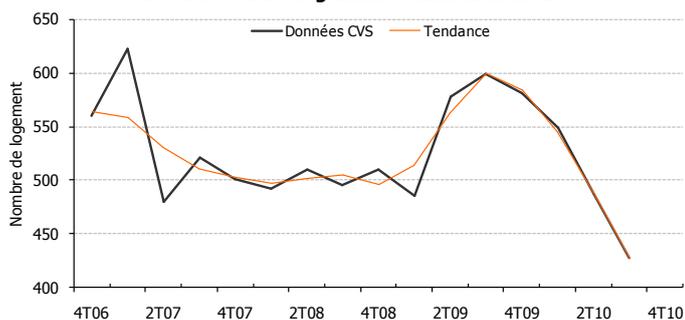
Encours de crédits à la consommation octroyés aux ménages



Source: IEDOM - données trimestrielles
NB: établissements de crédit installés localement ou non

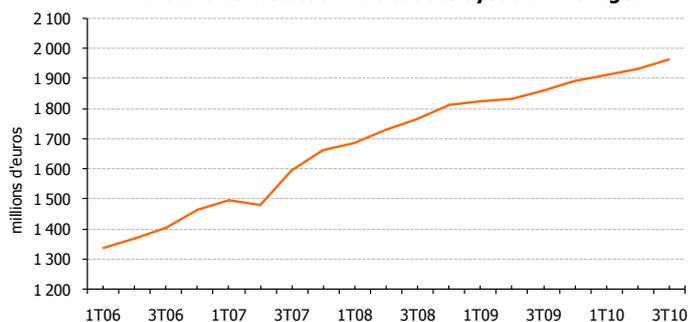
L'investissement des ménages

Attestations de conformité électrique attribuées à des logements individuels neufs



Source: Consuel - données trimestrielles

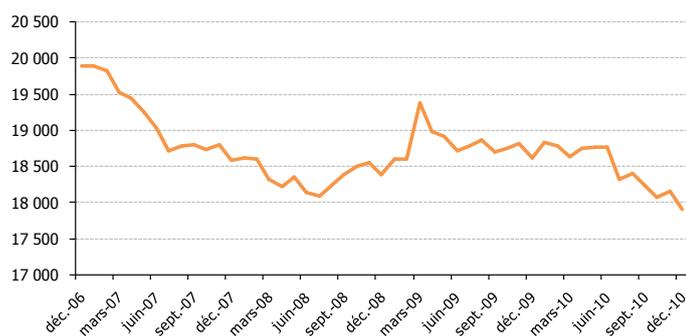
Encours de crédits à l'habitat octroyés aux ménages



Source: IEDOM - données trimestrielles
NB: établissements de crédit installés localement ou non

La vulnérabilité des ménages

Personnes physiques en situation d'interdit bancaire



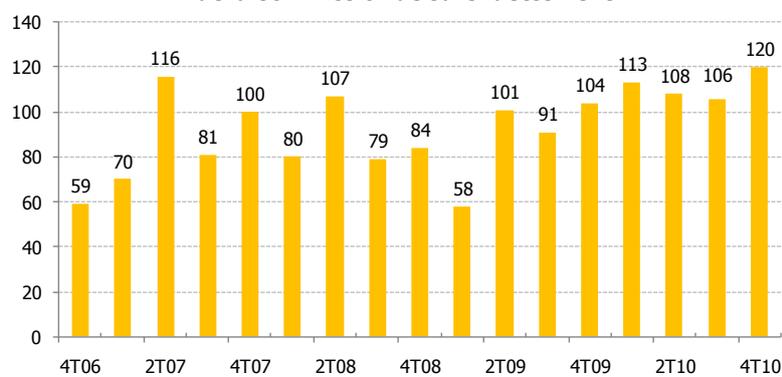
Source: IEDOM - données mensuelles

Retrait de cartes bancaires



Source: IEDOM - données mensuelles

Dossiers déposés auprès du secrétariat de la Commission de surendettement



Source: IEDOM - données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Importations en millions d'euros	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	Cumul 2010	$\frac{4T10}{4T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Biens de consommation	117,2	120,3	119,7	112,7	103,1	111,8	114,2	125,5	454,6	11,4 %	16,0 %
Produits de l'industrie automobile	79,7	96,9	88,5	73,9	55,6	59,2	53,5	91,0	259,2	23,2 %	19,7 %

Source : Douanes - données trimestrielles

Crédit à la consommation en millions d'euros	3T06	3T07	3T08	3T09	3T09	1T10	2T10	3T10	$\frac{3T10}{3T09}$
Encours de crédit octroyés aux ménages	828,4	888,2	971,1	912,6	917,6	906,4	912,1	910,4	-0,2 %

Source : IEDOM - données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

Attestations de conformité électrique <i>nombre</i>	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	Cumul 2010	$\frac{4T10}{4T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Logements individuels neufs	610	548	561	641	452	522	427	nd	nd	nd	nd

Source : Consuel - données trimestrielles

Crédit à l'habitat <i>en millions d'euros</i>	3T06	3T07	3T08	3T09	3T09	1T10	2T10	3T10	$\frac{3T10}{3T09}$
Encours octroyés aux ménages	1 405,7	1 594,8	1 766,8	1 860,0	1 893,8	1 912,7	1 932,8	1 965,8	5,7 %

Source : IEDOM - données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

Interdictions bancaires	déc. 2006	déc. 2007	déc. 2008	déc. 2009	sept. 2010	oct. 2010	nov. 2010	déc. 2010	$\frac{déc2010}{déc2009}$
Personnes physiques	19 894	18 583	18 388	18 627	18 232	18 080	18 153	17 899	-3,9 %

Source : IEDOM - données mensuelles

Retrait de cartes bancaires	déc. 2006	déc. 2007	déc. 2008	déc. 2009	sept. 2010	oct. 2010	nov. 2010	déc. 2010	$\frac{déc2010}{déc2009}$
Nombre de cartes bancaires	4 258	3 923	4 207	5 320	5 999	6 014	6 083	6 183	16,2 %

Source : IEDOM - données mensuelles

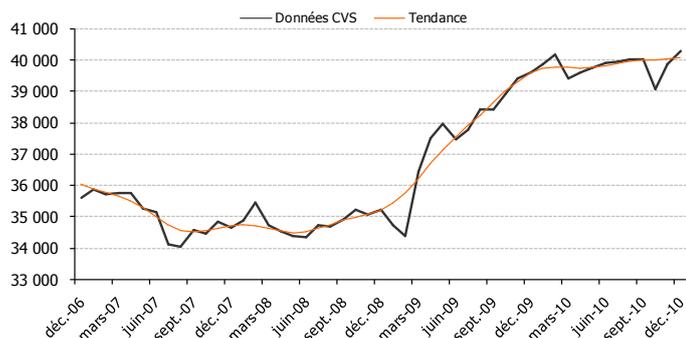
Surendettement <i>nombre</i>	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	Cumul 2010	$\frac{4T10}{4T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Dépôts de dossiers	59	100	84	104	113	108	106	120	447	15,4 %	26,3 %

Source : IEDOM - données trimestrielles

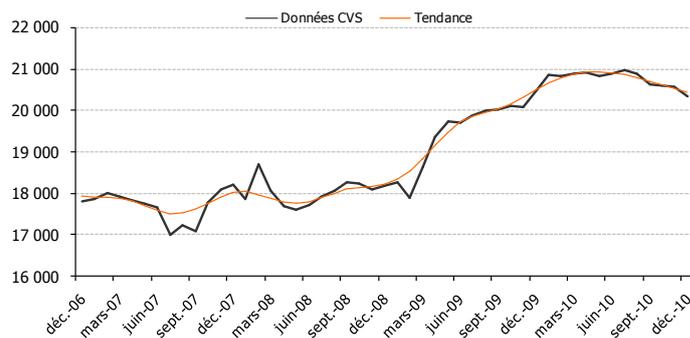
Sélection d'indicateurs macro-économiques

Le marché de l'emploi

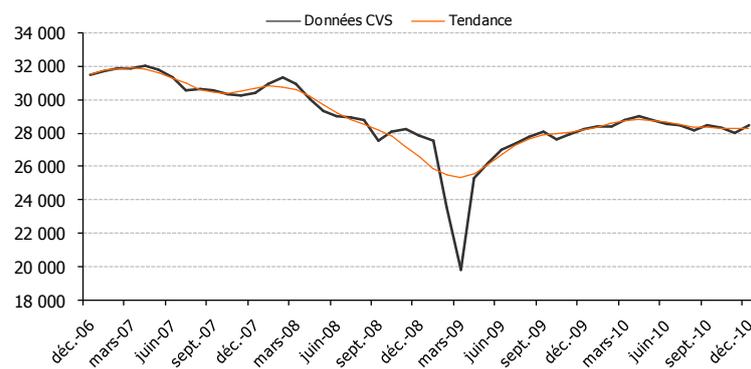
Demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A



Nombre d'allocataires de Pôle emploi



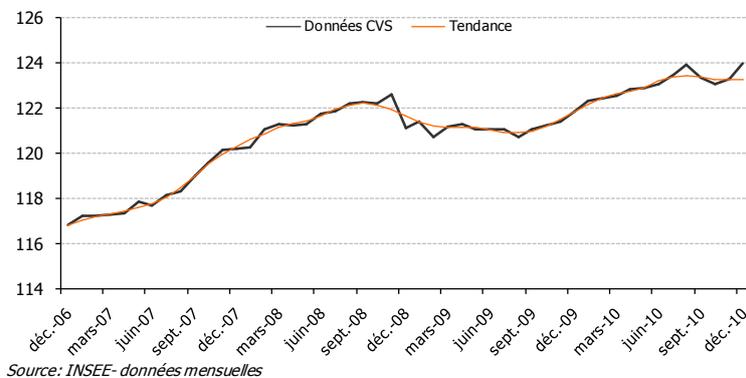
Nombre de bénéficiaires du RMI



L'inflation

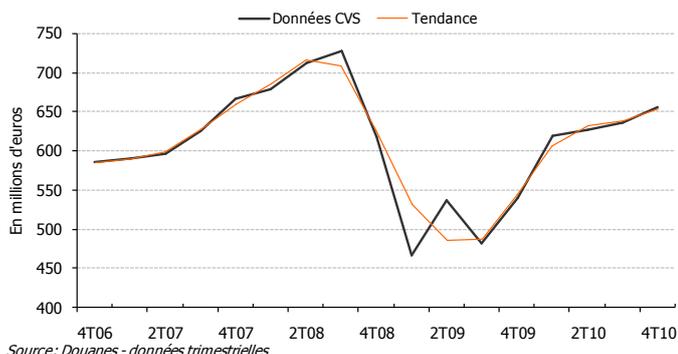
Indice des prix à la consommation

Base 100 en 1998

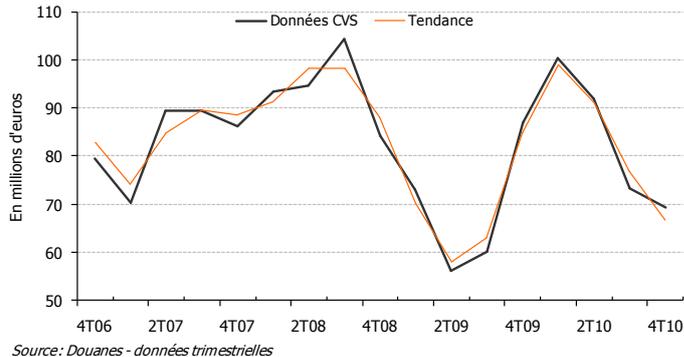


Le commerce extérieur

Importations



Exportations



Dernières données chiffrées

Commerce extérieur

(en millions d'euros)	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	Cumul 2010	$\frac{4T10}{4T09}$	$\frac{\sum 2010}{\sum 2009}$
Exportations	82,1	90,1	89,2	93,2	101,6	85,8	71,9	75,2	334,5	-19,3 %	19,9 %
Importations	639,9	726,8	673,0	586,3	585,2	588,6	651,8	714,0	2 539,6	21,8 %	25,3 %
Taux de couverture	12,9 %	12,4 %	13,3 %	15,9 %	17,4 %	14,6 %	11,0 %	10,5 %	13,2 %	-5,4 points	-0,6 point

Source : Douanes - données trimestrielles

Demandeurs d'emploi	déc. 2006	déc. 2007	déc. 2008	déc. 2009	sept. 2010	oct. 2010	nov. 2010	déc. 2010	$\frac{d\acute{e}c2010}{d\acute{e}c2009}$
Nombre de DEFM A	35 365	34 463	35 078	39 531	41 169	40 125	40 403	40 272	1,9 %

Source : SMTP – Pôle Emploi, Dares - données mensuelles

Pôle emploi	déc. 2006	déc. 2007	déc. 2008	déc. 2009	sept. 2010	oct. 2010	nov. 2010	déc. 2010	$\frac{d\acute{e}c2010}{d\acute{e}c2009}$
Nombre d'allocataires	18 033	18 399	18 348	20 656	20 679	20 667	20 842	20 485	-0,8 %

Source : Pôle emploi - données mensuelles

RMI	déc. 2006	déc. 2007	déc. 2008	déc. 2009	sept. 2010	oct. 2010	nov. 2010	déc. 2010	$\frac{d\acute{e}c2010}{d\acute{e}c2009}$
Nombre d'allocataires	31 916	30 753	28 168	28 630	28 794	28 877	28 903	28 843	0,7 %

Source : CAF - données mensuelles

Prix base 100 : 1998	déc. 2006	déc. 2007	déc. 2008	déc. 2009	sept. 2010	oct. 2010	nov. 2010	déc. 2010	$\frac{d\acute{e}c2010}{d\acute{e}c2009}$
Indice des prix à la consommation	116,8	120,2	121,2	122,0	123,9	123,5	123,2	124,1	1,7 %

Source : INSEE - données mensuelles

Liste des publications

Lette mensuelle	Gratuit sur Internet
Bulletin trimestriel : Suivi de la conjoncture financière	Gratuit sur Internet
Suivi de la conjoncture économique	Gratuit sur Internet
Rapport d'activité Iedom	Gratuit sur Internet
Rapport annuel: Martinique, Guadeloupe, Guyane Réunion, Mayotte ou Saint-Pierre et Miquelon – le fascicule	Gratuit sur Internet
Collection complète (6 fascicules + rapport d'activité Iedom)	65 euros TTC

Les notes de l'Institut

Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises OM ? (octobre 2007)	Publications disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM (décembre 2007)	
Le secteur des transports dans les DCOM (décembre 2007)	
Compétitivité des ports ultramarins dans les DCOM (décembre 2007)	
La gestion des déchets ménagers dans les DCOM (septembre 2008)	
La filière des déchets à la Guadeloupe (octobre 2008)	
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM (décembre 2008)	
Le développement économique de Singapour et de l'île Maurice (juillet 2009)	
Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles au premier trimestre 2009 (décembre 2009)	
Panorama de l'activité bancaire des les DOM en 2008 (décembre 2009)	
L'habitat dans les outre-mer français (février 2010)	
Un nouvel indicateur pour aider au diagnostic conjoncturel dans l'outre-mer (mars 2010)	
Les collectivités locales des DROM : des acteurs majeurs du développement économique (décembre 2010)	
Le chômage empêche la convergence du revenu des ménages entre régions ultramarines et métropolitaines (janvier 2011)	

Les notes expresses (dernières parutions)

N°66	L'habitat à Mayotte (février 2010)	Publications disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr
N°67	L'année 2009 à la Martinique (mars 2010)	
N°68	L'économie de Saint-Martin : à la recherche de ses avantages comparatifs (mars 2010)	
N°69	Saint-Barthélemy : une économie fondée sur le tourisme haut gamme (mars 2010)	
N°70	Premier bilan économique de l'année 2009 en Guyane (mars 2010)	
N°71	L'année 2009 à Saint-Pierre-et-Miquelon : une inflexion qui résulte de facteurs internes (mars 2010)	
N°72	Synthèse de l'année 2009 en Guadeloupe (mars 2010)	
N°73	Synthèse de l'année 2009 à la Réunion (mars 2010)	
N°74	La conjoncture à Mayotte en 2009 : ralentissement de l'activité (mars 2010)	
N°75	L'habitat dans les outre-mer français (mars 2010)	
N°76	L'Habitat à la Martinique, un marché sous contraintes (mai 2010)	
N°77	Panorama de la Réunion en 2009 (juillet 2010)	
N°78	Panorama de Mayotte en 2009 (juillet 2010)	
N°79	Panorama de la Martinique en 2009 (août 2010)	
N°80	Panorama de la Guadeloupe (septembre 2010)	
N°81	Panorama de St-Pierre-et-Miquelon (octobre 2010)	
N°82	Panorama de Saint-Barthélemy (octobre 2010)	
N°83	Premières tendances en Guadeloupe – 3 ^{ème} trimestre 2010 (octobre 2010)	
N°84	Panorama de la Guyane (novembre 2010)	
N°85	Panorama de Saint-Martin (décembre 2010)	
N°86	Le microcrédit à la Martinique (janvier 2011)	
N°87	Le microcrédit à la Guadeloupe et à St-Martin (janvier 2011)	
N°88	Endettement et surendettement des ménages à la Guadeloupe (février 2011)	
N°89	Le microcrédit à la Réunion un outil d'intégration économique et sociale ? (février 2011)	
N°90	Premières tendances en Guadeloupe – 4 ^{ème} trimestre 2010 (février 2011)	

Notes en partenariat CEROM (Iedom, Insee, AFD)

- L'économie martiniquaise au passage de 2000 : une trajectoire vertueuse ? (juin 2005)	Gratuit sur internet
- Emergence de nouveaux moteurs de croissance – le rattrapage économique réunionnais expliqué 1993-2002 (novembre 2005)	
- Les entreprises de Martinique (septembre 2007)	
- Cycle de vie du tourisme en Guadeloupe (octobre 2007)	
- Guyane : un développement sous contraintes (juin 2008)	
- Guyane-Suriname, une meilleure connaissance mutuelle pour une coopération renforcée (décembre 2008)	
- Compte satellite du Tourisme à la Réunion (décembre 2009)	
- Mutation et évolutions de l'économie mahoraise à la veille de la départementalisation (novembre 2010)	

Profil d'entreprises dans les DOM

Etudes comparatives (principaux ratios financiers des DOM et de l'hexagone à partir de la centrale des bilans) :	Publications disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr
• Situation des entreprises des sous-secteurs de l'industrie (décembre 2006)	
(agroalimentaire, biens de consommation courante, biens d'équipement et biens intermédiaires).	
• Situation des entreprises des sous-secteurs du bâtiment et des travaux publics et du commerce	
• (automobile, de gros et de détail) (décembre 2006)	

**Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser au service des Etudes de l'IEDOM
au 05 96 59 44 12**

1, bd du Général de Gaulle – BP 512 – 97206 Fort-de-France Cedex
etudes@iedom-martinique.fr

L'Institut d'émission des départements d'Outre-Mer assure :

- ☞ des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n°2000-347 du 19 avril 2000, modifiant l'ordonnance n°59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, ainsi qu'à Mayotte et Saint Pierre et Miquelon, l'IEDOM met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
 - mise en circulation et gestion des billets de banque,
 - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
 - tenues des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
 - mobilisation des créances privées non négociables,
 - information sur les entreprises.
- ☞ des missions d'intérêt général directement confiées par l'Etat :
 - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
 - gestion des comptes du Trésor public,
 - surendettement et information du public
 - un rôle d'observatoire économique
- ☞ des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
 - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
 - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
 - gestion des systèmes d'échange de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, l'IEDOM joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'IEDOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque département. Le site Internet de l'IEDOM restitue une partie de ces informations (www.iedom.fr).

L'Institut d'émission apporte dans les DOM ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale des bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France. Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Etablissement public - Dotation 33 540 000 euros - site : www.iedom.fr

Direction en Martinique : 1, boulevard du général de Gaulle ☒ BP n° 512 - 97206 FORT-DE-FRANCE Cedex

Mél : agence@iedom-martinique.fr ☎ (0596) 59.44.00 Fax : (0596) 59.44.04

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : P. LA COGNATA
Editeur : IEDOM
Imprimeur : IEDOM
Achévé d'imprimer le 28 février 2011
Dépôt légal : février 2011
N° ISSN 0296 – 3116